

Étude de cas: Ouganda

Entre résilience et fragilité:

Révision du mouvement citoyen " Togikwatako " contre la modification constitutionnelle de 2017 visant à supprimer la limite d'âge en Ouganda.

Préparé par

James Nkuubi, Centre des droits de l'homme et de la paix, Faculté de droit, Makerere-University.



Octobre 2022

Cette étude de cas a été commandée par le National Democratic Institute (NDI). Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et opinions du NDI ou de l'Initiative sur la Limitation des Mandats.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif	1
I. Introduction	3
a) La genèse du mouvement pour la suppression de la limite d'âge : un aperçu.....	4
II. Pourquoi abroger la limitation constitutionnelle des mandats ? Débat sur les facteurs et les motivations	5
a) Un contrôle et un favoritisme profondément ancrés sur le programme du parti : la motivation tacite 6	
b) Le non-enracinement de l'article 102 : le gardien insaisissable	7
c) L'héroïsme de la guerre de libération et l'esprit de droit des révolutionnaires	8
d) Monopole de la force coercitive de l'État et accès aux ressources de l'État.....	9
e) Les arguments concernant le fait que la constitution est un document vivant et la nécessité de maintenir la stabilité et la paix.....	9
f) Discrimination et autres arguments	10
III. Stratégies citoyennes de résistance à l'abrogation de la limite d'âge constitutionnelle	12
a) L'image de marque de la résistance : la naissance du mouvement des rubans rouges et la recherche d'un lien avec l'homme de la rue	13
b) Débattre de l'efficacité des stratégies de résistance adoptées par les citoyens.....	14
I. Flexibilité et inclusivité.....	14
II. L'élaboration de l'idéologie : le message phare.....	14
III. Définir et marquer les " arènes et structures de la résistance "	18
IV. Mesurer le succès du mouvement	25
V. Risques de sécurité pour la résistance et mesures d'atténuation	26
VI. Enseignements tirés de la résistance " Togikwatako "	31

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En août 2017, le parti de libération ougandais dominant, le Mouvement de résistance nationale (NRM), dirigé par le président Yoweri Kaguta Museveni, a cherché à modifier l'article 102 (b) de la Constitution pour supprimer la limite d'âge de 75 ans pour le poste de président. En réponse, les citoyens ougandais ont lancé une résistance coordonnée contre la modification constitutionnelle, faisant preuve à la fois de résilience et de fragilité alors qu'ils s'organisaient contre un État bien préparé, doté de ressources importantes et coercitif. Cet article dissèque les facteurs politiques et environnementaux qui ont facilité la quête du président Museveni pour abroger la limite d'âge constitutionnelle, tout en examinant les motivations personnelles et politiques qui l'ont poussé, comme le gain économique personnel, la préservation des réseaux de patronage corrompus et l'ambition personnelle.

À partir d'entretiens avec les principales parties prenantes et d'une étude documentaire approfondie, cette étude de cas retrace l'inspiration, l'essor, la croissance, les acteurs centraux et l'efficacité du mouvement de résistance des citoyens, plus tard baptisé *Togikwatako* (un mot local en luganda qui se traduit librement par "*n'y touchez pas*", (*ne touchez pas à la Constitution*)). Sous l'impulsion d'une multitude de leaders, le mouvement s'est donné une image stratégique et s'est transformé en un mouvement unifié à fort caractère national qui a transcendé les régions, les classes sociales et les affiliations religieuses et politiques, tout en mobilisant les Ougandais de la diaspora. Bien qu'aucune organisation ou leader unique n'ait émergé comme figure centrale du mouvement de résistance, il existe des preuves de coordination, d'apprentissage et de partage d'expérience entre les différents groupes qui se sont mobilisés pour s'opposer à la modification constitutionnelle.

Dans son ensemble, le mouvement de résistance a utilisé quatre stratégies principales pour atteindre son objectif de mobilisation générale des citoyens. Ces stratégies sont les suivantes

1. Le lancement d'une *vaste* campagne de *sensibilisation des citoyens* pour encourager un activisme engagé ;
2. La mise en place de *structures* informelles *de résistance* qui coordonnent les différentes factions du mouvement dans tout le pays ;
3. La planification et la mise en œuvre d'*actes non violents de désobéissance civile*, manifestes et visibles, mais dans le respect de la loi ;
4. Le développement d'une *marque spécifique et reconnaissable pour la résistance*, permettant d'identifier toutes les activités de la résistance avec le mouvement global.

Ces quatre stratégies ont généré un mouvement accessible aux citoyens ordinaires, démystifiant le problème, le faisant passer d'un ordre du jour d'une élite urbaine caractérisé par un jargon juridique à un problème national aux ramifications tangibles pouvant être compris indépendamment de la classe sociale. En outre, cette étude de cas détaille la manière dont les citoyens ont exploité, individuellement et collectivement, les différents cadres constitutionnels et politiques réglementaires pour renforcer leur message de résistance tout en minimisant l'exposition légale résultant de leurs actions.

En fin de compte, l'efficacité globale du mouvement peut être largement attribuée à l'application judicieuse de trois principes fondamentaux:

1. Une approche flexible et inclusive de la résistance active ;
2. L'élaboration minutieuse de l'idéologie de base et des messages du mouvement ;
3. La transformation de milieux traditionnels en zones de résistance.

De ces trois locataires, c'est l'approche astucieuse des leaders de la résistance en matière de création d'idéologie qui s'est avérée la plus influente dans la mobilisation d'un large soutien populaire pour le mouvement. En particulier, les leaders de la résistance ont étendu la portée de leurs griefs contre l'administration Museveni au-delà de l'ensemble des valeurs et des croyances de base justifiant la résistance contre la modification, en formulant leur idéologie pour qu'elle résonne fortement avec la classe inférieure du pays. La Résistance a élaboré et diffusé un récit qui établissait un lien clair entre l'impact négatif de la domination prolongée d'un seul individu sur la stabilité de l'État et la croissance économique, tout en soulignant la dégradation des conditions de vie des citoyens ordinaires. Ce récit est devenu un point de ralliement central du mouvement et s'est avéré très efficace pour mobiliser les citoyens de toutes les catégories démographiques.

Le mouvement de résistance de *Togikwatako* présente plusieurs leçons apprises qui pourraient être exploitées ou reproduites par les citoyens confrontés à des tentatives similaires d'abrogation des normes constitutionnelles dans d'autres contextes. Tout d'abord, les tribunaux se sont avérés être des arènes critiques de résistance pour le mouvement, en particulier une fois que la modification constitutionnelle a été adoptée. Cependant, la résistance a connu un succès limité dans cette arène car les différentes factions de la résistance n'ont pas réussi à coordonner et à collaborer leurs litiges pour éviter les doublons. L'affaire de la Cour ougandaise aurait peut-être été différente s'il y avait eu un forum plus coordonné et stratégique rassemblant toutes les parties pour lancer une requête à la Cour constitutionnelle afin de contester la loi amendée.

Enfin, il est important de contextualiser et de définir les succès et les limites de la résistance. Le « succès » doit être évalué en fonction de plusieurs facteurs, notamment le contexte politique du pays, la conscience des masses et la robustesse du mouvement. Un mouvement réussi ne devrait jamais être défini par des « étrangers », car ce qui peut sembler être une perte à première vue peut en réalité être une étape progressive dans une lutte prolongée pour la démocratisation, comme on l'a vu en Ouganda.

I. INTRODUCTION

1.0 Le 27 septembre 2017, la première mêlée,¹ inédite dans l'histoire de l'Ouganda, a éclaté au Parlement ougandais. Cette rixe a marqué le point culminant d'une résistance concertée des députés de l'opposition pour bloquer un projet de loi visant à supprimer la limite d'âge présidentielle en Ouganda.² Il s'agissait du deuxième amendement constitutionnel proposé par l'administration Museveni pour modifier les règles relatives aux candidats à la présidence, après la modification de l'article 105 (2) de 2005 qui a supprimé la limite de deux mandats pour la présidence, ouvrant ainsi la voie à un individu qui peut gouverner aussi longtemps qu'il est élu président.³ En réaction à ce chaos, la présidente du Parlement, Mme Rebecca Kadaga, membre du parti au pouvoir, le NRM, a suspendu 25 députés, pour la plupart de l'opposition, les tenant pour responsables du chaos.

1.1 Les députés suspendus ont refusé de quitter le Parlement et des soldats du groupe des forces spéciales des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) ont traîné de force les députés suspendus hors du Parlement. La bagarre qui a suivi a été décrite par un journaliste. Il s'agit d'une scène historique où l'on voit des députés s'effondrer sous le choc et certains finir à l'hôpital pendant des mois à cause des coups de pied et des coups de poing des soldats. Lorsque le projet de loi est revenu le 3 octobre 2017, il n'y a pas eu de protestation car les députés de l'opposition avaient boycotté. Lorsque le 18 décembre 2017, le rapport minoritaire et le rapport principal sur la modification constitutionnelle ont été présentés au Parlement ; il n'y a eu qu'un gémissement d'opposition.... Le dos de l'opposition était brisé. La limite d'âge constitutionnelle avait disparu."⁴ Dans l'après-midi du 20 décembre 2017, à quatre jours de la célébration annuelle de Noël, le Parlement a finalement adopté le projet de loi sur la limite d'âge.⁵

1.2 L'adoption de ce projet de loi a mis fin, du moins au sein du Parlement, à la résistance populaire prolongée contre la modification constitutionnelle. Cependant, les scènes au sein du Parlement ne représentaient qu'un chapitre d'un mouvement de résistance beaucoup plus

¹ Une deuxième bagarre a eu lieu le 18 décembre 2017, suite aux protestations des députés de l'opposition contre la présence d'officiers militaires dans les chapelles catholique et anglicane du Parlement, censées superviser le processus d'amendement de la Constitution. Voir The Observer, " *Age limit : soldiers raid parliament again* ", 19 décembre 2017, <https://observer.ug/news/headlines/56421-age-limit-soldiers-raid-parliament-again> ; The Monitor, " *Archbishop Lwanga shuns Parliament mass over chapel invasion* ", jeudi 21 décembre 2017 - mis à jour le 14 janvier 2021. Accessible à l'adresse <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/archbishop-lwanga-shuns-parliament-mass-over-chapel-invasion-1732136> ; voir aussi <https://www.youtube.com/watch?v=RhLkq3e4gng> pour une version vidéo de la résistance.

² Les scènes chaotiques sont devenues une sensation dans le monde. Voir The East African, " *Chaos in Uganda Parliament as minister, 25 MPs suspended* ", 27 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/chaos-in-uganda-parliament-as-minister-25-mps-suspended-1374202> ; voir également <https://www.youtube.com/watch?v=cDpzOiplPTI> pour une version vidéo des scènes.

³ Pour un discours détaillé sur cet amendement tel qu'il s'est déroulé, voir, The Daily Monitor, " *Ten years later : Revisiting term limits drama of 2005 - part I* ", vendredi 10 juillet 2015 - mis à jour le 19 janvier 2021. Accessible à l'adresse <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/ten-years-later-revisiting-term-limits-drama-of-2005-part-i-1617652>

⁴ Voir un récit intéressant des événements de la journée par Flavia Nassaka, '2017 year of Togikwatako', The Independent Magazine, 27 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.independent.co.ug/2017-year-togikwatako/> ; voir également Kenneth Kazibwe, " 2017, The year of Togikwatako ", The Nile Post, Accessible à l'adresse <https://nilepost.co.ug/2017/12/30/the-year-of-togikwatako/>.

⁵ Id.

important à travers l'Ouganda pour contrer l'abrogation de la Constitution. Si l'on considère les efforts antérieurs de résistance citoyenne qui ont échoué dans le sillage d'une opposition politique faible, stagnante, capturée et d'une société civile repliée sur elle-même, cette résistance particulière contre la modification de la limite d'âge a eu un impact sans précédent. Le mouvement a été soutenu pendant plusieurs mois et s'est étendu pour englober toutes les sectes religieuses, toutes les régions et toutes les classes de citoyens - un exploit rare en Ouganda. Mais qu'est-ce qui a inspiré cette résistance citoyenne particulière contre la modification de la limite d'âge ? Qui en ont été les acteurs clés ? Quelles stratégies ont été utilisées pour en faire un ethos national ? Quels sont les succès remportés, le cas échéant ? Quelles leçons offre-t-elle au monde, aux citoyens d'autres pays, qui se trouveront bientôt dans une telle position de résistance ? Ces questions, et d'autres encore, font l'objet du présent document.

1.3 Réalisée en Ouganda entre mai et juin 2022, cette étude de cas s'appuie sur une analyse documentaire de la littérature et sur des interactions sur le terrain avec certains des acteurs clés de la résistance. L'étude présente des résultats sur cinq aspects thématiques qui sont centraux pour comprendre le mouvement. La première partie donne un aperçu de l'origine du programme de modification constitutionnelle du parti au pouvoir, le NRM, qui a ensuite déclenché la résistance. La deuxième partie examine les facteurs et les motivations qui ont poussé le parti NRM à vouloir abroger les limites constitutionnelles des mandats. La troisième partie présente une enquête sur l'émergence de la résistance citoyenne, l'efficacité des stratégies adoptées et comment elle s'est transformée en une campagne unie pour s'opposer à l'abrogation de la limite d'âge. Dans la quatrième partie, l'article examine les divers facteurs responsables du succès ou de l'échec de la campagne de résistance menée par les citoyens. Il s'interroge également sur la signification et la mesure du succès de tels mouvements de résistance. Enfin, la cinquième partie étudie les principaux risques de sûreté et de sécurité auxquels ont été confrontés les militants, les organisations et les entités politiques impliqués dans la résistance, et la manière dont les militants ont atténué ces risques. Le document se termine par une discussion sur les leçons potentielles qui émergent des campagnes menées par les citoyens en Ouganda et sur la manière dont elles peuvent être exploitées ou reproduites par les citoyens dans les contextes d'autres pays dans la quête du maintien du caractère sacré de la limitation des mandats constitutionnels.

A) La genèse du mouvement pour la suppression de la limite d'âge : une vue d'ensemble

1.4 Le récit entourant la modification de l'article 102(b) de la Constitution visant à supprimer la clause stipulant la limite d'âge pour les candidats à la présidence a commencé immédiatement après les élections de 2016 au cours desquelles le président Museveni avait été déclaré vainqueur par la Commission électorale ougandaise. Apparemment innocents, et rejetés comme des paroles en l'air par certains, les murmures ont pris de l'ampleur et ont bientôt traversé les couloirs du Parlement et se sont lentement infiltrés dans les espaces publics. Au milieu de l'année 2017, le pays ne parlait que de cela. À l'époque, le président Museveni avait 73 ans et, à la fin de son mandat, il aurait été inéligible, ayant dépassé la limite d'âge maximale de 75 ans pour un candidat à la présidence.

1.5 Les députés du NRM ont adopté une résolution pour soutenir un projet de loi d'initiative parlementaire visant à faire lever la limite d'âge présidentielle lors d'une " réunion consultative " convoquée le 12 septembre 2017 et à laquelle ont participé environ 246 députés du NRM et des députés indépendants favorables au NRM, une démarche qui a ensuite été approuvée par une résolution du gouvernement.⁶ Certains membres du gouvernement ont également assisté à la réunion, ce qui indique clairement d'où émanait le véritable feu vert pour le dépôt du projet de loi. Par conséquent, le 3 octobre 2017, le projet de loi de modification constitutionnelle n° 2 visant à supprimer de la Constitution la limite d'âge des candidats à la présidence a été déposé en première lecture au Parlement par le député d'Igara West, Raphael Magyezi.⁷ Il était pratique d'utiliser un membre privé pour présenter la motion pour la modification considérant que cela allait paraître cupide venant du gouvernement alors que le Président était le principal bénéficiaire du projet de loi. ⁸

1.6 Comme le veut la procédure, après la première présentation, la présidente du Parlement, Rebecca Kadaga, a renvoyé le projet de loi à la commission des affaires juridiques et parlementaires. Ce fut le début de ce qui allait s'avérer plus tard être une résistance et une contre-résistance intense de la part des citoyens contre le projet de loi. Il suffit de noter que la limite d'âge du bureau de la présidence était le dernier obstacle à une présidence à vie de M. Museveni, qui avait réussi à abroger l'obstacle de la limite des mandats en 2015 avec le premier amendement constitutionnel qui a supprimé les restrictions basées sur les mandats. Mais qu'est-ce qui a motivé cette décision impopulaire du parti NRM ? La section ci-dessous tente de répondre à cette question fondamentale.

II. POURQUOI ABROGER LA LIMITATION CONSTITUTIONNELLE DES MANDATS ? DÉBAT SUR LES FACTEURS ET LES MOTIVATIONS

2.0 Il est difficile d'isoler ce débat sur l'abrogation de la limite d'âge de la personne du Président Museveni. Museveni est arrivé au pouvoir en tant que leader d'un célèbre mouvement de guérilla qui prônait d'importantes réformes de la gouvernance en Ouganda, notamment en luttant contre la tendance à l'extrême longévité au pouvoir des anciens dirigeants. Il y avait donc un devoir moral national pour lui et son mouvement de ne pas renier cette promesse fondamentale. Ainsi, la question primordiale en 2017 était de savoir pourquoi Museveni, qui avait publiquement rejeté et dénoncé la longévité au pouvoir un an seulement après avoir pris le pouvoir en 1986, voulait maintenant supprimer la limite d'âge pour la présidence ? Dans son livre intitulé "*What is Africa's Problem?*", Museveni conclut que "le problème de l'Afrique en général et de l'Ouganda en particulier n'est pas le peuple mais les dirigeants qui veulent rester

⁶ The Daily Monitor, 'NRM legislators resolve to remove presidential age limit', 12 septembre 2017 - mis à jour le 14 janvier 2021, Accessible sur <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/nrm-legislators-resolve-to-remove-presidential-age-limit-1717960> [Consulté le 24 mai/2022] ; Voir également The Observer, 'Now cabinet too endorses move to lift presidential age limit', 16 septembre 2017, Accessible sur <https://observer.ug/news/headlines/54965-now-cabinet-too-endorses-lifting-of-age-limit> [Consulté le 24 mai/2022].

⁷ Raymond Tamale, " Ugandan MP tables controversial age limit Bill ", The East African, 03 octobre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/ugandan-mp-tables-controversial-age-limit-bill-1374590> [consulté le 24 mai 2022].

⁸ Entretien avec un membre du Parlement pour le parti NRM, alors au centre de la campagne pour la levée de la limitation des mandats. 23 mai 2022, Kampala.

trop longtemps au pouvoir".⁹ Son ambition de modifier la Constitution était en total contraste avec son discours monumental, immortalisé par beaucoup, prononcé sur les marches du Parlement ougandais le 29 janvier 1986 lors de sa prestation de serment en tant que président après que la guérilla de l'Armée de résistance nationale - dirigée par Museveni lui-même - ait envahi Kampala et pris le pouvoir.

2.1 Lors de son discours, le président Yoweri Museveni a affirmé, en faveur de la démocratie, de l'État de droit et du constitutionnalisme, que " Personne ne devrait penser que ce qui se passe aujourd'hui est un simple changement de garde : c'est un changement fondamental dans la politique de notre pays ".¹⁰ En outre, dans une interview accordée à une télévision locale en 2012, le président avait rejeté l'idée de gouverner au-delà de l'âge de 75 ans, s'appuyant sur des preuves scientifiques selon lesquelles les personnes de cet âge ont perdu la vigueur nécessaire pour diriger un pays. Alors, pourquoi cet amendement ?

2.2 Par la suite, le président a déclaré qu'il n'avait pas connaissance du projet de loi, notant que : J'en entends beaucoup parler, mais je ne le suis pas parce que je suis occupé par mes programmes... Quiconque parle du projet de loi est mal informé et n'a pas d'expérience en la matière. Je n'ai pas le temps de spéculer".¹¹ Malgré ce démenti, divers facteurs qui ont probablement motivé l'abrogation de la Constitution ont été avancés par divers cercles, y compris par le parti NRM, comme indiqué ci-dessous.

A) Un contrôle et un favoritisme profondément ancrés sur le programme du parti : la motivation tacite.

2.3 Le facteur souvent discuté qui a motivé cette modification est l'immense contrôle que M. Museveni exerce sur le parti NRM, qui contrôle une forte majorité au Parlement. En interne, au sein du parti NRM, le président avait et continue de maintenir une structure de parti dysfonctionnelle qui empêche le développement d'un leadership alternatif pour défier Museveni. Dans le contexte du débat sur la limite d'âge, la mainmise de Museveni sur le parti était si forte que toute contre-discussion protestant contre les modifications était inacceptable et considérée comme un affront direct au président du parti. En tant que président du NRM, Museveni savait qu'il pouvait imposer sa volonté au parti et le contraindre à soutenir sa candidature pour la modification. Un membre du parti NRM a fait remarquer : "[Museveni] savait qu'il pouvait les cajoler (les députés du NRM) pour qu'ils soutiennent la modification ; après tout, c'est son parti, créé par l'Armée de résistance nationale. Ainsi, le simple fait qu'il disposait d'une machine- par laquelle il pouvait faire passer son ambition - était une motivation suffisante pour qu'il fasse pression en faveur de la modification. Le fait qu'un général militaire

⁹ John Aglionby, " *Fight to stay in power threatens Museveni's legacy* ", Financial Times, 3 octobre 2017, accessible à l'adresse <https://www.ft.com/content/91b49f98-a732-11e7-ab55-27219df83c97> [consulté le 7 juin 2022].

¹⁰ Voir le discours complet de ce jour-là. The Daily Monitor, 'MUSEVENI 24 ANS PLUS TARD : Ours is not a mere change of guard ; it is a fundamental change ', jeudi 28 janvier 2010 - mis à jour le 02 février 2021. Accessible à l'adresse <https://www.monitor.co.ug/uganda/special-reports/museveni-24-years-later-ours-is-not-a-mere-change-of-guard-it-is-a-fundamental-change-1468582> [consulté le 7 juin 2022].

¹¹ Kenneth Kazibwe, " 2017, The year of Togikwatako ", The Independent Magazine, accessible à l'adresse <https://www.independent.co.ug/2017-year-togikwatako/3/> [consulté le 9 juin 2022].

sache qu'il contrôle plus de 300 députés l'incite à tenter toute sorte de méfaits qui nécessitent l'approbation du Parlement. C'était l'une d'entre elles".¹²

2.4 Ce patronage et ce contrôle sont devenus plus évidents par la suite lorsqu'ils ont été utilisés pour réduire la dissidence interne en déployant une politique disciplinaire très féroce pour empêcher les députés du NRM de rejoindre les rangs de la résistance. Les députés du NRM qui étaient opposés à la modification ont été chassés de l'une des réunions du caucus s'ils ne changeaient pas de position sur la modification.¹³ Ils ont été implicitement qualifiés de traîtres planifiant avec des "ennemis",¹⁴ et ont été accusés d'aller à l'encontre de la position du parti et de la résolution du gouvernement de soutenir la modification. C'était peut-être l'une des manifestations les plus claires du consentement contrôlé des députés du NRM à la recherche de la modification. Auparavant, ces mêmes députés NRM au franc-parler (ainsi que deux autres députés indépendants)¹⁵ avaient été convoqués par la police ougandaise pour un cas possible de communication offensive et d'incitation à la violence, ce qui a renforcé la crainte de la dissidence publique.¹⁶

2.5 L'incapacité des institutions ougandaises à faire respecter les normes constitutionnelles du pays apparaît de manière frappante lorsqu'on le compare à un pays comme l'Afrique du Sud, où les idéaux du mouvement de libération du pays ont pris le pas sur les fortunes individuelles de ses dirigeants. Le Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud témoigne de la capacité d'un parti fort à contenir la puissance croissante de ses membres individuels au-delà des idéaux et des aspirations du parti. Au sein de l'ANC, les anciens présidents d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki et Jacob Zuma, ont tous deux testé la force du parti, ce qui leur a valu de perdre la présidence en raison du rappel et du redéploiement du parti. Par conséquent, le "NRM manquant d'indépendance et de structures de parti solides pour subordonner les ambitions personnelles aux aspirations du parti, la marque du parti étant incarnée par un seul individu, le parti ne pouvait pas faire grand-chose pour faire face à ce qui était clairement une ambition personnelle".¹⁷ Ainsi, l'environnement propice au sein du NRM, caractérisé par la peur des membres de contrarier leur président, et encore moins de contester ses ambitions, a été un facteur de motivation très important dans cette quête.¹⁸

¹² Entretien avec un député de l'opposition du Parti démocratique, alors membre de la Plateforme d'unité nationale (NUP), 10th /Juin/2022, Kampala (rencontre physique).

¹³ Vincent Kasozi, "NRM rebel MPs kicked out of caucus meeting", PML Daily, 13 octobre 2017. Accessible sur <https://www.pmeldaily.com/news/2017/10/nrm-rebel-mps-kicked-out-of-caucus-meeting.html>

¹⁴ Sadab Kitatta Kaaya & Olive Eyotaru, "Police summons MPs over age limit remarks", The Observer, 18 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://observer.ug/news/headlines/55003-police-summons-mps-over-age-limit-remarks> [Consulté le 18/juin/2022].

¹⁵ Il s'agit de Theodore Ssekikubo (Lwemiyaga), Barnabas Tinkasiimire (Buyaga West) et des indépendants Muhammad Nsereko (Kampala Central) et Allan Ssewanyana (Makindye West).

¹⁶ Sadab Kitatta Kaaya & Olive Eyotaru, "Police summons MPs over age limit remarks", The Observer, 18 septembre 2017. Accessible à l'adresse suivante : <https://observer.ug/news/headlines/55003-police-summons-mps-over-age-limit-remarks> [consulté le 19/juin/2022].

¹⁷ Entretien avec un journaliste principal (qui a saisi la résistance et la contre-résistance à la modification) du Daily Monitor Paper, 13th /Juin/2022, Kampala (Rencontre physique).

¹⁸ Id. Ce raisonnement n'est pas éloigné de celui de Patience Atuhaire, "Uganda's Yoweri Museveni : How an ex-rebel has stayed in power for 35 years", BBC, 10 mai 2021. Accessible sur <https://www.bbc.com/news/world-africa-55550932>

B) Le non-enracinement de l'article 102 : le gardien insaisissable

2.6 Plus fondamentalement, nous devons reconnaître que l'article 102 (b)¹⁹ n'était pas un article ancré dans la constitution qui nécessiterait un seuil d'amendement plus élevé. Il ne faisait pas partie des articles qui exigent un référendum de l'ensemble de la population adulte (article 259) ou ceux qui exigent une résolution du conseil de district pour que la modification prévaille (article 260)²⁰. La modification de l'article 102 (b) était une tâche réservée au Parlement, permettant à tout président disposant d'une majorité parlementaire confortable de faire passer la modification sans contrôle. Cela était prévu par l'article 261 de la Constitution, selon lequel "un projet de loi visant à amender toute disposition de la Constitution, autre que celles visées aux articles 259 et 260 de la présente Constitution, ne sera pas considéré comme adopté s'il n'est pas soutenu en deuxième et troisième lectures par les votes d'au moins deux tiers de tous les membres".²¹

2.7 Par conséquent, selon certains commentateurs politiques ougandais, "tant que l'article n'a pas été intégré le jour de son adoption en 1995, le Président doit avoir commencé à nourrir l'idée de le modifier". La réalité est que la facilité de faire quelque chose peut tenter même la partie la plus désintéressée à prendre part à une telle action. La situation est pire lorsque la personne était déjà intéressée, comme dans ce cas le président l'était.²² Avec une super-majorité de députés NRM au Parlement, tous sous le contrôle du Président Museveni par le biais d'incitations financières ou de coercition pure et simple, on peut conclure sans risque de se tromper que c'était un facteur de motivation pour le Président. La facilité potentielle d'amender des articles de la Constitution non enracinés et ne nécessitant pas de référendum a été un facteur déterminant dans la stratégie du parti NRM.

C) L'héroïsme de la guerre de libération et l'esprit de droit des révolutionnaires

2.8 Il est très difficile de dissocier le projet de modification de la Constitution des sentiments, des opinions et des points de vue précédemment exprimés par le parti NRM en tant que parti de la libération. Le mouvement de guérilla de l'Armée de résistance nationale (NRA), qui a finalement donné naissance au parti NRM, s'est défini comme un mouvement de libération de la seconde génération. Il a, comme d'autres, lancé et soutenu des luttes armées contre les

¹⁹ L'article 102 prévoit les qualifications du Président en ces termes : Une personne n'est pas qualifiée pour être élue au poste de Président à moins que cette personne soit -

(a) un citoyen ougandais de naissance ;

(b) être âgé de trente-cinq ans au moins et de soixante-quinze ans au plus ; [souligné par l'auteur] et

(c) une personne qualifiée pour être membre du Parlement.

²⁰ Il existe des articles 260 qui prévoient que certains articles de la Constitution ne peuvent être amendés tant que les deux tiers au moins des membres du conseil de district n'ont pas voté en faveur de la modification. Il s'agit des articles 5, clause (2), 152, 176, clause (1) et des articles 178, 189 et 197. En revanche, l'article 259 prévoit les articles dont la modification est soumise à référendum. Il s'agit des articles 1 et 2 ; 44 ; 69, 74 et 75 ; 79, paragraphe (2) ; 105, paragraphe (1) ; 128, paragraphe (1) ; et du chapitre seize.

²¹ Voir article 261-Modifications par le Parlement.

²² Entretien avec un éminent universitaire en sciences politiques de l'Université Makerere, 10th /Juin/2022, Kampala (Rencontre physique)

dictateurs africains post-indépendance au début des années 1980 et 1990. Selon une personne interrogée ;

Depuis 1986, ce mouvement a utilisé l'atout de ses réalisations passées en délogeant les régimes impitoyables des anciens présidents pour rançonner les Ougandais. En fait, le président et nombre de ses héros de la guerre de brousse croyaient et croient encore que les Ougandais leur doivent la paix dont ils jouissent aujourd'hui. Une telle personne ne peut pas croire qu'elle doit céder le pouvoir à quelqu'un d'autre. Par conséquent, la motivation ici est simplement : « nous avons racheté ce pays, il nous est redevable, nous ne pouvons pas partir comme si nous étions des visiteurs ». Ils croient toujours que seuls eux et personne d'autre peuvent achever la libération qu'ils ont commencée.²³

2.9 Il existe des preuves à l'appui de cette affirmation. En 2017, lors du discours sur l'état de la nation au Parlement précédant la lecture du budget, Museveni a affirmé qu'être président pendant une longue période avait produit des avantages tangibles pour le pays. Il a affirmé qu'"être président pendant une très longue période n'est pas une mauvaise chose. C'est pourquoi j'ai de l'expérience... Même si vous me réveillez la nuit, je vous dirai ce qui se passe." En 2016, à la veille des élections générales de 2016, lors d'un meeting de campagne, le président aurait dit : " Ce vieil homme qui a sauvé le pays, comment voulez-vous qu'il parte ? Comment puis-je partir d'une bananeraie que j'ai plantée et qui a commencé à porter des fruits ?". Plus tard, il a remporté son cinquième mandat, bien que sur fond d'allégations de fraude électorale et de militarisation de l'élection.

2.10 La quasi-totalité de ses anciens pairs de l'ANR étant soit morts, soit compromis, soit à la retraite, soit s'étant séparés de lui en raison de son désir de régner durablement, il n'y avait pas de personne ayant une influence comparable sur lui qui puisse l'emporter sur son ambition. Il s'agissait pour lui de maintenir un système soutenu par la force coercitive et la politique des transactions financières. Mais tout cela était motivé par sa croyance en son infailibilité en tant que leader de la libération".²⁴ C'est cet état de fait que la résistance a dû surmonter pour tirer des dividendes significatifs de la lutte.

D) Monopole de la force coercitive de l'État et accès aux ressources de l'État

2.11 Dès le début de la résistance elle-même, il était certain que le gouvernement NRM était mieux placé pour résister et contrer la résistance citoyenne, avantagé en grande partie par deux facteurs. D'une part, il disposait de caisses noires, utilisées une première fois en 2015 pour inciter les députés du NRM à adopter la modification sur la limitation des mandats. Deuxièmement, le parti/gouvernement avait le monopole d'une force coercitive étendue, y compris cette fois-ci une force militaire renforcée qui prenait déjà position pour contrer les manifestations et les assemblées de citoyens, faisant même souvent de l'ombre à la police.

²³ Entretien avec un membre du Parlement de l'opposition, 10 juin 2022, Kampala (réunion physique) ; Ces points de vue trouvent une affirmation dans certains ouvrages tels que Alexander Beresford, Marie E. Berry & Laura Mann, " Liberation movements and stalled democratic transitions : reproducing power in Rwanda and South Africa through productive liminality ", Democratization, (2018) DOI : 10.1080/13510347.2018.1461209 ; Roger Southall, " *Liberation Movements in Power Party and State in Southern Africa* ", (2013).

²⁴ Entretien avec un membre du Parlement de l'opposition, 10th /Juin/2022, Kampala (Rencontre physique)

2.12 Les doutes sur la loyauté des militaires ont été levés lors d'une déclaration d'Evelyn Anite, ministre d'État des finances, des investissements et de la privatisation, lors d'une conférence de presse. Elle a indiqué que la modification constitutionnelle devait être adoptée sans tenir compte de l'opposition. Après tout, ils "sont le parti au pouvoir, ils contrôlent tout et ne peuvent pas être intimidés parce que nous avons le soutien total de la majje [armée]".²⁵ Le ministre n'a jamais été fustigé par le président pour avoir impliqué l'armée dans ce qui était clairement un processus politique, contrairement à la Constitution qui interdit une UPDF (Uganda People's Defense Force) partisane. Alors que des incitations financières ont été utilisées pour motiver les députés, la menace de la force coercitive a été utilisée pour dissuader les citoyens. Cet état de fait a conduit une partie de l'opinion publique à conclure que le fort soutien des militaires a motivé le président à faire avancer le programme de modification, sachant qu'il pouvait compter sur eux en cas de résultat non favorable.²⁶

E) Les arguments concernant le fait que la Constitution est un document vivant, et la nécessité de maintenir la stabilité et la *paix*.

2.13 Au-delà des motivations susmentionnées, le groupe pro-modification du NRM a commencé à justifier la modification en exprimant les arguments habituels et clichés. Ceux-ci tournaient autour de trois aspects énumérés brièvement mais développés ici. Tout d'abord, l'argument selon lequel la Constitution est un document vivant et est donc susceptible d'être modifié - un cliché typique. Les défenseurs de la Constitution ont fait valoir qu'elle était la "propriété des Ougandais", libres d'en disposer comme ils l'entendaient par l'intermédiaire de leurs représentants, y compris de la modifier si nécessaire. Après tout, il n'y avait pas de "commandement de Dieu selon lequel [la Constitution] ne peut être modifiée".²⁷ Deuxièmement, l'argument de la stabilité et de la paix, un récit fondé sur l'argument selon lequel "la stabilité de l'Ouganda et son leadership prévisible, testé et expérimenté étaient plus nécessaires maintenant que le pays avait accéléré les investissements directs étrangers pour stimuler l'économie que le mantra et le cliché de la limitation des mandats".²⁸ Par conséquent, une loi ne devrait pas empêcher des candidats compétents de se présenter à la présidence, en particulier s'ils ont prouvé qu'ils étaient des "leaders compétents" en maintenant la sécurité. Après tout, ces leaders compétents ont "encore beaucoup à faire".²⁹

2.14 Il est intéressant de noter que, même en tant que principal bénéficiaire du projet de loi, le président Museveni a semblé apprécier et approuver ce récit, comme en témoigne son point de vue lorsqu'il a rencontré la commission juridique et parlementaire qui menait des consultations publiques sur le projet de loi. Selon lui, la loi ne devrait pas exclure les pays

²⁵ Godfrey Ssali, " *Ne nous intimidez pas, nous avons le soutien de l'armée* ", The Independent Magazine, 15 septembre 2017. Accessible sur <https://www.independent.co.ug/support-army-dont-intimidate-us-age-limit-nrm-mps/>

²⁶ Entretien avec un député du NRM, au cœur de l'agenda pro-amendement, 26th /mai/2022, Kampala (réunion physique).

²⁷ Général Otafiire Kahinda, ancien ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles, cité dans Kenneth Kazibwe, '2017, The year of Togikwatako', The Independent Magazine, accessible à l'adresse <https://www.independent.co.ug/2017-year-togikwatako/3/> [consulté le 9 juin 2022] ; la même motivation a été présentée presque comme un refrain à tous les partisans du NRM interrogés dans le cadre de cet article.

²⁸ Supra note 25.

²⁹ Id.

africains qui en sont encore au stade de la formation de l'État et qui ont besoin de toute l'expérience disponible au sein de l'équipe dirigeante dont dispose le pays. Il aurait déclaré que:

Il a fallu aux États-Unis plus d'un siècle et demi, tout en développant leur économie et leur classe politique, pour inscrire la limitation des mandats présidentiels dans leur constitution. Lorsqu'ils l'ont finalement fait en 1947, tout ce qu'ils voulaient s'était produit. Ils s'étaient développés, les colonies s'étaient intégrées... Mais ici (en Ouganda), que s'est-il passé ? En Afrique, vous vous comportez comme si nous dirigeons des pays, alors que nous créons des pays".³⁰

Le président Museveni a affiché la conviction qu'un leadership éprouvé - résultant d'une longévité au pouvoir - était essentiel à la croissance d'un pays, en particulier pour les États en situation de post-conflit comme l'Ouganda. Indirectement, Museveni a incarné et promu la conviction que des dirigeants aussi expérimentés que lui ne devraient pas être empêchés de diriger par de simples limitations constitutionnelles.

F) Discrimination et autres arguments

2.15 La troisième justification avancée par les partisans de la modification, bien que faible, concernait la discrimination envers les personnes âgées. Les fonctionnaires du parti ont fait valoir que l'article 102 (b) était en contradiction avec l'article 21,³¹ qui prévoit l'absence de discrimination et garantit l'égalité de tous les Ougandais, quel que soit leur âge. D'autres arguments liés à la Constitution tournent autour de l'article 32,³² qui, selon les partisans, est enfreint par l'article 102 limitant l'âge. L'article 32 prévoit une action positive. Les députés du NRM ont cru et maintenu ce récit relatif à la **discrimination et aux mesures positives** dans l'espoir de "s'allier avec les personnes âgées" qui, pensait-on, s'associeraient à la prétendue discrimination fondée sur l'âge.³³

2.16 L'autre argument assez bizarre était que, lors de la promulgation de l'article 102 (b) dans la Constitution de 1995, l'espérance de vie de la population était de 45 ans. Cette espérance de vie avait augmenté avec le temps, et les partisans de la modification ont fait valoir qu'il était donc approprié que la Constitution soit mise à jour pour correspondre à l'amélioration du bien-être social des Ougandais. Limiter l'âge de la présidence, ont-ils soutenu, revient à empêcher les personnes âgées de participer à la politique en tant que dirigeants potentiels. À cette fin, ils ont affirmé que le meilleur processus équitable et juste était de laisser la population déterminer qui la gouvernerait, quel que soit son âge, tant qu'il/elle est élu(e) dans le cadre

³⁰ Kenneth Kazibwe, " 2017, *The year of Togikwatako* ", The Nile Post, accessible à l'adresse <https://nilepost.co.ug/2017/12/30/the-year-of-togikwatako/>.

³¹ L'article 21 prévoit que (1) Toutes les personnes sont égales devant la loi dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle et à tous autres égards, et bénéficient d'une égale protection de la loi. (2) Sans préjudice de la clause (1) du présent article, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, l'origine ethnique, la tribu, la naissance, la croyance ou la religion, ou la situation sociale ou économique, l'opinion politique ou le handicap.

³² L'article 32 stipule que (1)...l'État doit prendre des mesures positives en faveur des groupes marginalisés sur la base de...l'âge...afin de corriger les déséquilibres qui existent à leur endroit.

³³ Entretien avec un membre du Government Media Centre - le siège de l'entité de relations publiques du gouvernement (porte-parole du gouvernement), 10th /Juin/2022, Kampala (réunion physique).

d'un processus libre et équitable.³⁴ Ils ont présenté la résistance à la modification comme une insulte au peuple ougandais, le décrivant comme incapable et non qualifié pour exercer son droit de vote et prendre une décision sur qui devrait le gouverner.³⁵

2.17 D'autres facteurs de motivation présumés, bien qu'ils n'aient pas été largement diffusés, tournent autour de la crainte potentielle que le président quitte le pouvoir et subisse la possibilité d'être confronté à des procès liés à la responsabilité pour divers crimes, prétendument commis au cours des 30 années de son leadership, dont la moitié concerne des crimes de guerre.³⁶ D'autres personnes interrogées ont estimé que le président était motivé par le besoin de protéger sa famille et la richesse de celle-ci. Cette affirmation repose sur l'hypothèse selon laquelle il existe une incertitude au sein de la "famille dirigeante, qui craint de subir la colère du prochain dirigeant" si le président quitte le pouvoir "brusquement".³⁷ Par conséquent, le président Museveni devait être présent non seulement pour sa propre protection, mais aussi, prétendument, pour celle de sa famille.³⁸

2.18 Un autre facteur de motivation cité par les personnes interrogées est le fait que la communauté internationale a été largement silencieuse pendant les 20 dernières années sur les excès présumés de Museveni en matière de violations des droits de l'homme. Pour Museveni, cette perception indiquait que la communauté internationale le tolérerait encore, "**considérant ce flamboyant leader subsaharien, responsable de la pacification de la Somalie, du Burundi et du Soudan du Sud**".³⁹ C'est dans ce sens qu'une personne interrogée a conclu que la motivation du président résidait dans le fait qu'il savait que "l'Occident avait toujours besoin de ses services en tant que garant de ses intérêts en Afrique de l'Est" et qu'il ne ferait donc rien pour mettre en péril le statu quo, à l'exception de leurs "déclarations habituelles de préoccupation et d'appels".⁴⁰

2.19 Enfin, le président Museveni semble entretenir la conviction qu'il est le principal homme d'État de l'Afrique de l'Est, avec pour mandat révolutionnaire de réunir l'Afrique de l'Est en une seule entité. En outre, il s'est forgé une image de médiateur régional, assumant divers rôles dans les pays africains voisins en détresse, allant jusqu'au Mozambique, à la République centrafricaine et à la Guinée-Bissau.⁴¹ Grâce à un marketing astucieux, le président Museveni

³⁴ Id.

³⁵ Id.

³⁶ Interview d'un journaliste d'un talk-show politique télévisé, 14th /Juin/2022, district de Mukono.

³⁷ Entretien avec un membre du Parlement de l'opposition, Parti démocratique, 27th /mai/2022, district de Mukono.

³⁸ Id.

³⁹ Entretien avec un officier de sécurité de haut rang de l'UPDF à la retraite, 20th /Juin/2022, district de Wakiso. Cette affirmation trouve un écho dans la littérature disponible qui examine le rôle de Museveni dans le complexe de sécurité régionale. Par exemple, Barney Walsh, 'Revisiting Regional Security Complex Theory in Africa : Museveni's Uganda and Regional Security in East Africa', AFRICAN SECURITY 2020, VOL. 13, NO. 4, 300-324 <https://doi.org/10.1080/19392206.2021.1873507>

⁴⁰ Id. Ce point de vue est confirmé par certaines des critiques de la politique étrangère de Museveni au cours des dernières décennies. Voir par exemple Kristof Titeca & Anna Reuss, 'Museveni and the West. Statut de la relation : It's complicated', African-Arguments, 7 janvier 2021, accessible sur <https://africanarguments.org/2021/01/museveni-and-the-west-relationship-status-its-complicated/>; voir également Carey Baraka, "With Western Support, Uganda's Museveni Won't Go Quietly", Foreign Policy (FP), 12 février 2021. Accessible à l'adresse <https://foreignpolicy.com/2021/02/12/uganda-president-museveni-elections-bobi-wine-opposition-us/>

⁴¹ Id.

a présenté ses motivations comme bénignes, apparemment habillées d'idéaux panafricanistes. Il s'est présenté comme une figure de père pacificateur en Afrique et un protecteur de la fierté du continent. Malgré la véracité de ces motivations, on ne peut nier l'ambition personnelle de Museveni en tant que moteur clé de la prise de décision.⁴²

III. STRATÉGIES CITOYENNES DE RÉSISTANCE À L'ABROGATION DE LA LIMITE D'ÂGE CONSTITUTIONNELLE

3.0 L'ordre du jour de la résistance a été défini simplement : inciter les Ougandais, au-delà des clivages politiques et dans toutes les régions du pays, à empêcher le NRM de s'immiscer dans la limite d'âge constitutionnelle de la présidence. Bien qu'il soit impossible de désigner une coalition particulière, nommée et créée en tant qu'agence centrale pour toutes les parties prenantes impliquées dans la résistance, il existe des preuves de coordination, d'apprentissage et de partage d'expérience entre les différents groupes qui se sont mobilisés pour s'opposer à la modification. Les citoyens ont utilisé une variété de moyens pour coordonner leurs efforts et ont adopté plus tard quatre stratégies critiques pour mener leurs actions :⁴³

a) Sensibiliser les masses à l'aide de messages simples, *proches de la réalité*, qui ont touché tous les citoyens, indépendamment de leur classe sociale, de leur niveau d'alphabétisation, de leur région et de leur tendance politique. En fin de compte, cette prise de conscience a suscité l'activisme au sein de la population, à la fois individuellement et collectivement ;⁴⁴

b) Établir des *structures de résistance* pour coordonner les efforts dans tout le pays. Dans de nombreux cas, les députés ont pris la tête de ces structures, auxquelles ont participé des chefs religieux, des organisations de la société civile, le secteur privé, des militants politiques et les médias, afin de créer une campagne soutenue par tous les secteurs utilisant leurs propres plateformes.

c) Planification et mise en œuvre d'*actions de résistance ouvertes, dans le respect de la loi*. Dans la mesure du possible, ces mécanismes ont été conçus pour être non-violents, soutenus par un appui juridique clair. Les actions ont été largement dirigées vers la présidence et les députés pour qu'ils renoncent à exécuter la modification.

d) Développer et faire connaître *une marque spécifique pour la résistance*, sous laquelle toutes les activités émergentes devaient être entreprises.⁴⁵ Cette marque a créé une identité que les citoyens pouvaient facilement identifier et associer à la résistance. Nous examinons ci-dessous

⁴² Entretien avec un ancien membre du Parlement pour l'UPDF, un officier militaire de haut rang à la retraite (par la force), 25th /mai/2022.

⁴³ Entretien avec un député de l'opposition de haut rang du parti Forum for Democratic Change (FDC), 10th /Juin/2022, division de Kampala-Kiira.

⁴⁴ Id.

⁴⁵ Entretien avec un député de l'opposition du Parti démocratique (à l'époque) faisant partie des organisateurs de la *campagne Togikwatako*, 13th /Juin/2022, division de Kampala-Kawempe.

la formation de cette marque et comment elle est devenue un point de ralliement pour les masses.

A) L'image de marque de la résistance : la naissance du mouvement des rubans rouges et la recherche d'un lien avec l'homme de la rue.

3.1 La résistance a adopté un slogan pour son mouvement, baptisé "*Togikwatako*", un mot local en luganda qui se traduit librement par "*n'y touchez pas*", c'est-à-dire ne touchez pas à la Constitution. Ce mot a été inventé stratégiquement par les partis politiques d'opposition en utilisant la langue la plus parlée du pays par environ 3 millions de personnes situées dans les environs de la ville de Kampala et des districts environnants, qui étaient l'épicentre de la résistance. Selon les concepteurs du slogan, il s'agissait d'un mot qui "relierait à la fois l'élite et les pauvres, mais surtout qui plairait davantage aux analphabètes des villes et des campagnes".⁴⁶ Toute la lutte a été résumée dans ce seul mot, et son impact est saisi par l'une des personnes à l'origine de la résistance :

Il (*le mot*) est devenu facile de se connecter aux masses urbaines pauvres en utilisant simplement un mot qui faisait partie de leur dialecte quotidien, même bien avant la campagne d'amendement. C'était un mot qui recrutait, et le mouvement s'est en effet développé davantage grâce au lien que ce seul mot véhiculait. C'était en soi un slogan de résistance. Il s'agissait d'une directive, d'une demande des pauvres et des riches, des propriétaires de la Constitution qui intimaient à l'exécutif de ne pas y toucher. Il était porteur d'une aura de pouvoir, de puissance, de riposte, de résistance et d'opposition aux pouvoirs en place du point de vue des citoyens et non de simples sujets passifs!⁴⁷

3.2 Le slogan *Togikwatako* était complété par un code vestimentaire qui deviendrait plus tard la fatigue déterminante pour toutes les personnes qui s'opposaient à la modification constitutionnelle : le ruban rouge, un petit tissu que l'on noue autour de la tête ou du bras comme symbole de défi et de protestation. Ceux qui disposaient de moyens financiers étaient encouragés à s'habiller entièrement en rouge dans la mesure du possible, y compris les costumes et les casquettes. Le simple ruban rouge était abordable et facile à fabriquer par n'importe qui, sans que l'utilisateur ait à déboursier quoi que ce soit, et donc accessible même aux plus démunis.⁴⁸ La résistance avait créé une marque simple mais facilement identifiable, basée sur une couleur et un slogan puissant utilisable par tous. Dès lors, le mouvement est devenu le mouvement de résistance "*Togikwatako*".⁴⁹ Le mouvement a également ciblé les Ougandais de la diaspora, ce qui a conduit à la formation de plusieurs chapitres de *Togikwatako* dans des pays comme le Canada.⁵⁰

⁴⁶ Entretien avec un député de l'opposition du Parti démocratique (à l'époque) faisant partie des organisateurs et des architectes de la campagne *Togikwatako*, 13th /Juin/2022, district de Mukono.

⁴⁷ Entretien avec un député de l'opposition, ancien membre du Shadow Member of Cabinet sous le bureau du Leader de l'Opposition qui offrait un semblant de leadership national à la Résistance, 18th /Juin/2022, district de Mpigi.

⁴⁸ Entretien avec un universitaire juridique/commentateur politique, 20 juin 2022, district de Gulu-Zoom Meeting.

⁴⁹ Entretien avec un député de l'opposition, membre du parti FDC, faisant partie de l'équipe dirigeante de la Résistance, 28th /mai/2022, district de Jinja, réunion Zoom.

⁵⁰ Par exemple, Morris Komakech a coordonné la campagne *Togikwatako* au Canada. Voir *COMMENTAIRE : La campagne Togikwatako*, le magazine indépendant, 14 novembre 2017. Accessible sur <https://www.independent.co.ug/comment-togikwatako-campaign/>

B) Débattre de l'efficacité des stratégies de résistance adoptées par les citoyens

La stratégie de la résistance a été élaborée autour de trois principes fondamentaux. Il s'agit de la flexibilité et de l'inclusion, de l'élaboration d'une idéologie et d'une définition intentionnelle des espaces de résistance.⁵¹

I. Flexibilité et inclusivité

3.3 La résistance a adopté une stratégie souple et inclusive qui a rendu le mouvement accessible et attrayant pour des factions d'Ougandais avec lesquelles les partis d'opposition ne s'associeraient pas en temps normal, y compris des membres de la majorité politique. Cette décision a été prise en tenant compte du fait que la modification suscitait une opposition interne au sein du NRM. Par conséquent, l'accent mis sur la résistance inclusive a permis aux députés indépendants et aux députés du NRM opposés à la modification de rejoindre une plate-forme par laquelle ils pouvaient canaliser leur résistance.⁵² Associée à la position inclusive du mouvement vis-à-vis de l'ethnie, de la région, de l'âge et de la religion, la capacité du mouvement à intégrer des députés influents de tous les horizons politiques a effectivement désarmé la contre-narration du NRM selon laquelle la résistance était une "égratignure urbaine temporaire qui se noierait avec le temps".⁵³

II. L'élaboration de l'idéologie : le message phare

3.4 Au début de la résistance, le mouvement a souffert d'une mauvaise coordination et d'un vide de leadership distinct qui a conduit à l'absence d'un programme clair et d'une idéologie cohérente pour mener la résistance. Comme l'a dit l'une des personnes interrogées, "il ne suffisait pas de faire valoir la résistance à la modification. Le public avait besoin de plus. Il fallait montrer ce que le mouvement représentait et en quoi il croyait, si ce n'est en la modification. Il fallait justifier pourquoi nous y croyions et pourquoi d'autres membres du public feraient mieux de se joindre à nous pour croire et agir de concert, en résistant à la même chose".⁵⁴ Deuxièmement, la résistance a dû relever un défi de taille: fournir aux citoyens un lien clair et direct entre la modification sur la limite d'âge et les moyens de subsistance de la population. En d'autres termes, "les gens devaient savoir comment le rejet de la modification de la Constitution ajouterait de la valeur à leur vie, leur objectif premier étant de naviguer et d'échapper à la pauvreté".

3.5 La tâche consistait à recruter des membres de la population, en les orientant vers un programme qui allait au-delà du président Museveni, un programme "pour un climat propice à l'État de droit, à la stabilité et à la prévisibilité, ainsi qu'à un transfert pacifique du pouvoir, ce qui n'a jamais été le cas dans le pays. En fin de compte, les citoyens devaient être en mesure

⁵¹ Entretien avec un député de l'opposition, ancien membre du Shadow Member of Cabinet sous le bureau du Leader de l'Opposition qui offrait un semblant de leadership national à la Résistance, 18th /Juin/2022, district de Masaka.

⁵² Id.

⁵³ Id.

⁵⁴ Entretien avec un dirigeant d'une OSC, chargé de fournir les recherches nécessaires à la Résistance, 22nd /Juin/2022, Kampala.

de voir le lien entre le règne prolongé d'un seul individu et la stabilité de l'État, la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie pour eux-mêmes et leur postérité".⁵⁵ La question était donc de savoir quels aspects clés constitueraient les convictions fondamentales de la résistance. En réponse, les députés de l'opposition ont souligné plusieurs aspects qui deviendraient l'évangile de la résistance. Ces aspects sont résumés ci-dessous :

a) Le droit de défendre la Constitution en tant qu'incarnation de la résistance

3.6 Premièrement, la résistance a axé son programme sur la légalité constitutionnelle. En tant que citoyens ougandais, les individus avaient le droit constitutionnel de défendre leur Constitution, qui avait été construite sur le besoin de prévisibilité dans la gouvernance du pays et l'institutionnalisation des contrôles et équilibres exécutifs, y compris les limites du mandat présidentiel et de l'âge. La résistance a qualifié la modification de coup d'État constitutionnel planifié auquel il fallait résister dans le contexte de l'article 2, paragraphe 4, de la Constitution.⁵⁶ En outre, l'article 38 de la Constitution garantit que chaque citoyen ougandais a le droit de participer aux affaires du gouvernement, individuellement ou par l'intermédiaire de ses représentants, conformément à la loi. Ce même droit, a-t-il été expliqué, s'étend à la participation à des activités pacifiques, y compris des protestations et des manifestations, pour influencer les politiques du gouvernement par le biais d'organisations civiques.⁵⁷ Ainsi, tant que les actions organisées par la résistance étaient *non-violentes*, les citoyens participant aux activités de résistance étaient protégés et couverts par la Constitution dans les articles susmentionnés.⁵⁸ Cette protection était complétée par l'article 1 de la Constitution, qui stipule que tout pouvoir appartient au peuple qui exerce sa souveraineté conformément à la présente Constitution. Par conséquent, les dirigeants de la résistance ont cherché à faire prendre conscience aux citoyens de leur pouvoir d'influencer la modification proposée.

b) Le devoir des citoyens de se dresser contre l'abrogation de la Constitution

3.7 Les dirigeants du mouvement ont en outre cherché à convaincre les citoyens de leur devoir de s'élever contre les tendances qui porteraient atteinte à la paix et à la stabilité dans leur pays, y compris la modification proposée. Pour le mouvement, cette conviction était organiquement liée à l'Objectif XXIX (a) de la Constitution qui enjoint à tous les citoyens d'être patriotes et

⁵⁵ Entretien avec un membre du Parlement de l'opposition, 10th /Juin/2022, Kampala (Rencontre physique)

⁵⁶ L'article 2 (4) stipule que tous les citoyens ougandais ont le droit et le devoir, à tout moment, de...

(a) défendre la présente Constitution et, en particulier, résister à toute personne ou groupe de personnes cherchant à renverser l'ordre constitutionnel établi : et

(b) de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour rétablir cette Constitution après qu'elle ait été suspendue, renversée, abrogé ou modifié contrairement à ses dispositions.

⁵⁷ Article 38 Droits et activités civiques

(1) Tout citoyen ougandais a le droit de participer aux affaires du gouvernement, à titre individuel ou en tant qu'individu, par l'intermédiaire de ses représentants, conformément à la loi.

(2) Chaque Ougandais a le droit de participer à des activités pacifiques pour influencer les politiques de l'État, le gouvernement par le biais d'organisations civiques.

⁵⁸ Entretien avec un membre du Parlement de l'opposition, 10th /Juin/2022, Kampala (Rencontre physique)

loyaux envers l'Ouganda et de promouvoir son bien-être ; (f) de promouvoir la démocratie et l'état de droit ; et (g) de se familiariser avec les dispositions de la Constitution et de soutenir et défendre la Constitution et la loi. L'accomplissement de ces devoirs devient ainsi une action noble, protégée et accessible à tous, renforcée par le préambule de la Constitution qui dit : "Rappelant notre histoire qui a été caractérisée par l'instabilité politique et constitutionnelle ; Reconnaissant nos luttes contre les forces de la tyrannie, de l'oppression et de l'exploitation ; Engagés à construire un avenir meilleur en établissant un ordre socio-économique et politique par le biais d'une Constitution nationale populaire et durable basée sur les principes d'unité, de paix, d'égalité, de démocratie, de liberté, de justice sociale et de progrès".⁵⁹

Ce message est devenu le point central de nombreuses déclarations de presse publiées par les députés de l'opposition et les forces sympathisantes au sein du NRM, et il a été relayé activement dans les divers documents de plaidoyer et de sensibilisation des OSC qui ont été diffusés auprès du public et lors des réunions des députés, du moins avant qu'elles ne soient interrompues par les forces combinées de la police et de l'armée. C'est ce message qui deviendra par la suite le point de ralliement des protestations citoyennes qui ont caractérisé la résistance à travers le pays et les discussions des organismes professionnels. Le symposium annuel sur l'état de droit de l'organisme parapluie des avocats ougandais, qui s'est tenu en octobre 2017 et a attiré plus de 2 000 participants, dont des étudiants de niveau avancé, en est un exemple frappant. Le symposium était organisé de manière appropriée autour du thème exact : " *Défendre la Constitution : le rôle du citoyen* ", tel qu'influencé par le Mouvement.⁶⁰ La communauté des médias a également repris ce récit, en lui donnant une plus grande importance dans leur couverture du projet de loi sur la limite d'âge, caractérisée par des interviews des membres notables du mouvement de résistance, comme le musicien devenu politicien Bobi Wine (alias l'honorable Sentamu Kyagulanyi).⁶¹

Autre exemple, les manifestations des étudiants de l'université de Makerere, la plus ancienne université publique d'Ouganda, vêtus de blouses rouges, qui ont eu lieu le 21 septembre 2017. Devant leurs résidences, ils ont défilé en soufflant dans des vuvuzelas et des sifflets tout en dénonçant la modification proposée. L'un des leaders des protestations a réaffirmé la philosophie du mouvement, cité disant :

« Nous ne permettrons pas cette dictature indirecte du président Kaguta Museveni... Nous sommes ici pour défendre nos droits. Tous les espoirs ont été pris par le président Museveni. Le royaume du NRM nous enlève nos droits, alors nous devons nous défendre, nous devons défendre, nous devons nous battre pour notre constitution. »⁶²

⁵⁹ Préambule de la Constitution ougandaise de 1995.

⁶⁰ NTV, " *Age Limit Debate : Uganda Law Society calls on lawyers to defend the constitution* ", 6th, octobre 2017. Un audio visuel accessible à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=RDrmC1gi4e8>

⁶¹ The Independent, " *BOBI WINE : je suis ici pour défendre la Constitution ougandaise* ", 12 juillet 2017. Accessible à l'adresse <https://www.independent.co.ug/bobi-wine-defend-uganda-constitution/>

⁶² Halima Athumani, " *Proposed Changes to Uganda's Presidential Age Limit Hit Roadblock* ", VOA, 21 septembre 2017. Accessible sur <https://www.voanews.com/a/proposed-changes-ugandas-presidential-age-limit-hit-roadblock/4038715.html>

Les étudiants voulaient se rendre au Parlement pour remettre une pétition contre la modification à la présidente du Parlement, mais ils ont été arrêtés par une forte présence policière et militaire et ont reçu des gaz lacrymogènes avant de quitter l'université. Le message a cependant été passé: s'élever contre la modification et ses conséquences négatives.

La même philosophie de base a motivé les activistes urbains clandestins qui, au milieu de la nuit, collaient des centaines d'affiches autour des bâtiments dans les centres urbains de villes telles que Kampala, dénonçant la modification et appelant les citoyens à dire "oui aux limites d'âge". La police et les médias ont toujours qualifié ces militants de "personnes non identifiées" - un groupe important qui a travaillé pendant des heures dans de nombreux endroits". Cependant, la réalité était que ces acteurs étaient des défenseurs de la Constitution, comme l'indiquaient les formulations qu'ils utilisaient sur les affiches. Ce militantisme clandestin a pris encore plus d'ampleur au mois de juillet 2017, avec des affiches collées sur les rues, les murs, les trottoirs et les poteaux électriques de la ville de Kampala, " dénonçant la volonté de supprimer la limite d'âge présidentielle de la Constitution ".⁶³ L'affiche a été décrite comme ayant " une photographie du président Yoweri Museveni, vêtu d'un costume bleu profond avec son chapeau caractéristique et une cravate jaune prêtant le serment présidentiel tout en tenant une Bible dans sa main droite levée ". En haut de l'affiche sont imprimés en rouge les mots "Youth Against Dictatorship". En bas de l'affiche figurent les mots "Say Yes to Age Limits" (Dites oui à la limite d'âge) en rouge dégoulinant'.

c) S'élever contre le concept de la présidence à vie et ses répercussions

3.8 L'élaboration minutieuse de l'idéologie de la résistance décrivait expressément la modification constitutionnelle comme une approbation générale de la présidence à vie du Président Museveni, à laquelle il fallait donc résister. La suppression de la limite d'âge, associée à la suppression de la limite des mandats présidentiels en 2005, contribuerait à la consolidation de l'autoritarisme du président Museveni. Les citoyens ont été amenés à conclure que cette éventualité ramènerait le pays à l'époque sombre de la fragilité de l'État, caractérisée par l'absence d'État de droit et rappelant le règne du général Idi Amin, qui s'était autoproclamé président à vie.⁶⁴

3.9 D'une certaine manière, ce message rappelait au président Museveni et au parti NRM leur argument de base et fondateur selon lequel l'instabilité de l'Afrique était causée par le long séjour au pouvoir des dirigeants africains. En tant que telle, la modification de la Constitution pour permettre de longs mandats au pouvoir représentait une rupture fondamentale avec l'argument historique susmentionné du parti. La résistance a également fait valoir que le transfert pacifique du pouvoir, qui avait échappé au pays depuis l'indépendance, avait été l'un des facteurs de motivation initiaux de la guérilla de la NRA et constituait donc un pilier central de son programme de transformation de l'Ouganda. Par conséquent, selon une personne interrogée, la modification n'était rien d'autre qu'une trahison de cette cause et des nombreuses

⁶³ The Observer, " *Age limit : Anti-Museveni posters plastered in Kampala* ", 12 juillet 2017. Accessible à l'adresse <https://observer.ug/news/headlines/53819-age-limit-anti-museveni-posters-plastered-in-kampala.html>

⁶⁴ Interview d'un journaliste qui a couvert la résistance en travaillant avec l'Independent Magazine, 10th /Juin/2022, Kampala-Zoom Meeting.

personnes qui avaient été tuées pendant la guerre de 1981-1986. Ce message était destiné à faire appel à la génération plus âgée dans l'espoir que l'appel à leur expérience vécue résonnerait en eux et les motiverait à soutenir le mouvement de résistance.⁶⁵

d) Citant des maux comparables dans des pays ayant des modifications constitutionnelles

3.10 La dernière stratégie de messagerie employée par la résistance consistait à pointer du doigt d'autres pays de la région où des dirigeants autoritaires avaient réussi à réaliser des révisions constitutionnelles pour consolider leur pouvoir, tout en démontrant l'impact négatif de cette campagne sur les citoyens ordinaires de ces pays. Les leaders du mouvement de résistance ont pointé du doigt l'élimination des limites de mandat en Guinée (2001-Président Lansana Conte), au Burundi (2015-Président Pierre Nkurunziza), au Cameroun (2008-Président Paul Biya) et au Soudan du Sud (2015-Président Kiir). Dans le même temps, les dirigeants de la résistance ont fait la promotion d'exemples de pays où le peuple avait réussi à résister à ces modifications, comme au Burkina Faso, où le peuple avait rejeté le président Blaise Compaoré du Burkina Faso en octobre 2015, lorsque celui-ci avait tenté de modifier la Constitution pour se présenter aux élections et contourner la limite de deux mandats pour la présidence prescrite par la Constitution. Le 30 octobre 2014, une résistance citoyenne nationale a été lancée au Burkina Faso, surnommée "révolution 2.0", caractérisée par des protestations en partie alimentées par les médias sociaux. Les protestations ont duré deux jours entiers et ont incité le président Blaise Compaoré et son parti à renoncer à cette démarche, laissant ainsi la Constitution intacte. S'inspirant de ce puissant exemple, les Ougandais ont appris que si "d'autres au Burkina Faso l'avaient fait, alors même en Ouganda, c'était possible".⁶⁶

III. Définir et marquer les "arènes et structures de la résistance".

3.1 Les dirigeants du mouvement ont défini quatre domaines distincts dans lesquels la résistance à la modification constitutionnelle devait s'exercer. Ces quatre domaines sont les suivants 1) le Parlement - en grande partie parce qu'il s'agissait de la chambre où le processus légal de modification aurait lieu ; 2) les rues et autres espaces publics, y compris les églises, les funérailles, etc. ; 3) les forums en ligne ; et 4) une éventuelle procédure judiciaire pour contester la modification, s'il devait être adopté et signé par le président. Nous examinons tour à tour chacune de ces quatre arènes et la justification de l'emploi d'une telle stratégie.

a) Au sein du Parlement - le terrain de résistance légaliste et restrictif

3.2 Au Parlement, le mouvement de résistance s'est efforcé de contrer lui-même la procédure d'amendement. L'engagement dans cette arène était prévu lors d'un débat parlementaire avec les députés du NRM pour dénoncer les aspects négatifs de la modification dans le but d'inciter au moins quelques députés progressistes du NRM à entendre raison et à s'opposer à la

⁶⁵ Id.

⁶⁶ Entretien avec un membre du Parlement de l'opposition de la Plate-forme d'unité nationale, l'un des 25 suspendus pour cause de chaos, 15th /Juin/2022, Kampala.

modification.⁶⁷ Le chef de l'opposition au Parlement (LOP) devait être "la clé de l'accentuation de ce débat au sein du Parlement, en fournissant des signaux et des directives, oralement ou par des gestes de communication".⁶⁸

3.3 Deuxièmement, la stratégie des "*Walk-aways*" ou "*Walkouts*", qui devait être mise en œuvre à la discrétion du LOP, qui évaluait la situation et donnait le signal à ses collègues de se joindre à lui pour quitter le Parlement, comme un geste de dernier recours.⁶⁹ Il s'agissait d'abord d'un signe de protestation lorsque le Parlement était perçu comme s'engageant dans un discours législatif digressif. Deuxièmement, cela a permis de faire connaître aux citoyens la résistance de l'opposition à la modification et, ce faisant, d'obtenir le soutien du public et de renforcer la résistance émergente des citoyens.

3.4 La troisième stratégie consistait à perturber les procédures au sein même des chambres du Parlement. À une occasion, l'opposition a décidé de perturber les lectures du projet de loi d'amendement en chantant à plusieurs reprises l'hymne national tout en tenant le Parlement en échec. Cette action a été menée pour s'assurer que "nous ne quittons pas la maison pour les laisser passer facilement. Les caméras étaient braquées sur nous, et nous avons donc pensé que cela déclencherait une plus grande résistance au sein de la population ou, au moins, que les gens sauraient qu'ils avaient des leaders dans cette lutte dans la maison pour s'opposer à cette abrogation".⁷⁰ Les députés étaient bien conscients des répercussions potentielles - la plus immédiate étant la suspension du Parlement. Le 18 décembre 2017, la présidente du Parlement, Rebecca Kadaga, a suspendu six députés de l'opposition - à savoir Allan Sewanyana, Semujju Nganda, Gerald Karuhanga, Mubarak Munyagwa, Jack Odur et Antony Akol - pour avoir "perturbé les débats en plénière".⁷¹

3.5 La censure des 6 députés a eu lieu au cours de la session parlementaire pour recevoir le rapport de la Commission des affaires juridiques et parlementaires de la Chambre sur le projet de loi d'amendement de la Constitution n° 2 de 2017 pour débat. Les députés de l'opposition ont décrié la manière dont le président de la Chambre a géré la séance lors de la présentation du rapport susmentionné, rejetant tous les points de procédure soulevés par les opposants à la modification. Cela met au premier plan le rôle du Président pendant cette résistance. Aurait-elle agi différemment dans sa façon de gérer les chambres pendant la plénière et le débat sur le projet de loi ? Les doutes en sa faveur, cependant, sont levés lorsque plus tard elle s'est vantée d'avoir aidé le président à faire passer cet amendement et d'avoir ainsi mérité une récompense politique.⁷²

⁶⁷ Interview d'un membre d'une OSC qui était intégré à la Résistance dans le bureau de la LOP pour fournir des recherches aux députés, 17th /Juin/2022.

⁶⁸ Id.

⁶⁹ Entretien avec un membre du Parlement de l'opposition de la Plate-forme d'unité nationale, l'un des 25 suspendus pour cause de chaos, 15th /Juin/2022, Kampala.

⁷⁰ Id.

⁷¹ Voir également Kennedy Oryema, "*House on fire as Kadaga suspends 6 opposition MPs*," Accessible sur https://www.newvision.co.ug/new_vision/news/1467715/house-kadaga-suspends-opposition-mps

⁷² En 2020, au cours de la réunion du Comité exécutif central [CEC] du parti NRM, convoquée pour examiner les candidats à des postes partiels, Mme Kadaga a mis à nu sa façon partisane de traiter le Parlement lorsqu'elle a demandé

b) En dehors du Parlement : l'élaboration d'une résistance citoyenne dans l'espace public

3.6 La résistance a également ciblé et catégorisé plusieurs catégories d'espaces publics comme arènes de résistance. Ceux-ci ont été définis comme tous les lieux qui sont, dans des circonstances normales, des voies de convergence de grands groupes de personnes, que ce soit pour le commerce, la célébration de la vie ou de la peine, les événements sportifs, les occasions religieuses, les cérémonies d'enterrement, les mariages et les fonctions funéraires, entre autres. Ces lieux sont devenus des points chauds pour les activités de sensibilisation des citoyens visant à attirer l'attention sur la proposition d'amendement constitutionnel. En élargissant l'arène pour inclure pratiquement tous les espaces publics, des pans entiers et diversifiés de la population pouvaient devenir des agitateurs potentiels pour le caractère sacré de la Constitution.

3.7 Pour renforcer encore ces espaces publics, les députés de la résistance ont organisé des réunions publiques de consultation sur le projet de loi dans leurs circonscriptions, comme le prévoient les procédures législatives. Ces activités, baptisées " *campagnes Togikwatako* " et destinées à sensibiliser les citoyens à la modification constitutionnelle, ont été organisées dans tout le pays, non sans incident. Dans le district de Lwengo, dans le Buganda central (partie du Grand Masaka), un parti politique d'opposition, le Parti démocratique (DP), a mené la campagne. La campagne s'est appuyée sur la force historique du parti DP dans la région pour renforcer son impact, adaptant efficacement la stratégie de résistance mondiale au contexte local.⁷³ Ces réunions visaient à atteindre le niveau le plus bas du système décentralisé de l'Ouganda - le sous-comté - en tirant parti des petits centres commerciaux et des débits de boisson où les gens convergent après une longue journée de travail.

que le parti reconnaisse ses efforts pour amender la Constitution en 2017 et la réélise en tant que vice-présidente nationale du NRM (2nd). Selon ses propres mots :

Dans des circonstances très difficiles, j'ai facilité la modification de la constitution en vertu de l'article 102 pour permettre la continuité de l'idéologie du NRM, mais surtout pour que notre président national continue à diriger le pays après la fin du mandat actuel. J'ai démontré mon engagement envers le parti tout au long de l'année... J'ai promulgué toutes les lois nécessaires et j'ai toujours été disponible pour travailler au sein du parti".

Voir The Independent, " *KADAGA : Vote me, I helped push 'Age Limit' debate* ", 12 août 2020. Accessible à l'adresse <https://www.independent.co.ug/kadaga-vote-me-i-helped-push-age-limit-debate/> [consulté le 9 juin 2022] ; Voir également The Daily Monitor, " *Kadaga vends age limit role as CEC vets top NRM leaders* ", mercredi 12 août 2020 - mis à jour le 14 août 2020. Accessible à l'adresse <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/kadaga-vends-age-limit-role-as-cec-vets-top-nrm-leaders-1918780> [Consulté le 12 juin 2022].

En fait, alors que les députés du NRM avaient cherché à introduire le projet de loi le jeudi 14 septembre, ils ont décidé de le reporter au jeudi 21 septembre, date à laquelle ils pensaient que le président Kadaga serait présent pour présider le Parlement, " que les députés du NRM préfèrent pour traiter le projet de loi ". Voir Gaaki Kigambo, " *Kadaga on the spot as presidential age cap debate returns to Uganda parliament* ", The East African, 16 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kadaga-on-the-spot-as-presidential-age-cap-debate-returns-to-uganda-parliament--1373662> [consulté le 8 juin 2022] Gaaki jette une lumière sur le rôle de l'orateur en tant qu'individu dans de tels débats qui ont une incidence nationale sur la démocratisation d'un pays et sa trajectoire constitutionnelle. S'il peut sembler injuste de critiquer un arbitre, c'est précisément la raison pour laquelle il doit l'être, car il permet à toutes les parties de jouer leurs cartes sans être lésées.

⁷³ Id.

TABLEAU 1 : Résumé des mesures stratégiques de résistance des députés au Parlement et à l'extérieur.

AU PARLEMENT	HORS DU PARLEMENT
<p>S'engager collectivement et individuellement :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Débat réel</i> basé sur l'histoire de l'Ouganda et la recherche de la stabilité et la certitude d'un transfert pacifique du pouvoir ; 2. <i>Perturbations diplomatiques</i> : pacifiques mais avec la capacité de perturber et, si possible, d'interrompre les procédures parlementaires - par exemple, chant répété de l'hymne national, rappel au règlement répété, demandes de rappel au règlement par différents députés ; 3. <i>Plaidoyers d'ajournement</i> : à mener par le chef de l'opposition si la situation l'exige (se retirer, se regrouper, réévaluer et contrer) ; 4. <i>Des débrayages</i>, au signal du chef de l'opposition, au fur et à mesure que la situation l'exige afin de ne pas légitimer le processus ; 5. <i>Restez sur place</i>, votez, mais insistez sur le fait que le vote est ouvert comme une dernière mesure de transparence pour, au moins, révéler les députés complices à la télévision nationale ; 	<p>S'engager collectivement et individuellement :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Des rassemblements conjoints "Togikwatoko"</i>, guidés par la proximité des circonscriptions, afin d'exprimer la solidarité et d'exploiter la force et les compétences de communication de chacun ; 2. <i>Les talk-shows radiophoniques</i> : en particulier les radios communautaires qui sont spécifiques à une région et réalisent des programmes dans les langues locales pour attirer les pauvres des zones rurales et les apparitions à la télévision (du moins avant qu'elles ne soient censurées) ; 3. <i>Participation à des manifestations locales</i> : utilisation des funérailles, des enterrements, des mariages et des manifestations religieuses (dans les églises, les mosquées, les temples, etc.) comme plateformes de sensibilisation et de recrutement des citoyens ; 4. <i>Offrir un soutien et un "poids politique"</i> aux militants en détention, afin de faciliter leur libération. Appliquer une politique de "ne laisser aucun combattant derrière".

c) Campagnes consultatives conjointes de solidarité

3.8 Afin de renforcer la résistance, les députés ont adopté une politique consistant à mener les consultations prévues par la loi auprès de leurs circonscriptions respectives en public, ouvertes à tous les citoyens, comme l'avait ordonné le Président. Les députés ont entrepris des rassemblements communs, se déplaçant en groupe d'une circonscription et d'une région à l'autre, dénonçant et entreprenant le recrutement de citoyens et la sensibilisation au mouvement. Cette approche a permis de signaler la solidarité et l'unité des députés à la population, tout en donnant l'occasion aux députés éloquents de sensibiliser les gens aux futurs impacts négatifs de la modification constitutionnelle, si elle est adoptée. La police a tenté de perturber cette stratégie en interdisant arbitrairement les rassemblements de consultation conjointe. En conséquence, la plupart des rassemblements de l'opposition ont été interdits et perturbés, la police chassant les députés qui ne provenaient pas d'une circonscription particulière. Parmi ces rassemblements perturbés, on compte ceux qui avaient été prévus principalement dans la région centrale, dans la métropole de Kampala, et dans l'ouest de

l'Ouganda, dans le district de Rukungiri, où une personne a été abattue par la police. Cela a eu un impact négatif sur le programme de la campagne visant à recruter des masses pour la cause.

d) Appels téléphoniques citoyens - députés et programme de sensibilisation : déballage de la "semaine Togikwatako".

3.9 En plus des campagnes consultatives conjointes, les députés résistants ont planifié une campagne de résistance secondaire, plus robuste. Au cours de la semaine précédant la présentation du rapport de la Commission des affaires juridiques et parlementaires sur le projet de loi de modification constitutionnelle n° 2 de 2017, les députés ont lancé la " *Semaine Togikwatako* ", qui consiste en une série d'activités de protestation à mettre en œuvre pendant sept jours.⁷⁴ L'un des éléments clés de la campagne consistait à mobiliser les membres du public pour qu'ils contactent directement les députés de leur circonscription - principalement par téléphone - et les avertissent des dangers que la modification représente pour le processus de démocratisation de l'Ouganda. Dans la mesure du possible, les citoyens ont été encouragés à rendre visite à ces députés en personne et à porter la couleur rouge tous les jours. Parallèlement, les députés de la résistance ont tenu des conférences de presse quotidiennes.⁷⁵

3.10 Pour conclure la semaine, les chefs de la résistance ont organisé un défilé de citoyens le long de l'avenue du Parlement pour le jour où le rapport de la commission devait être déposé devant le Parlement. Ainsi, chaque député qui devait entrer au Parlement n'aurait d'autre choix que de traverser "une garde d'honneur composée d'Ougandais leur disant de résister à la modification proposée".⁷⁶ Afin d'accroître la pression sur le Parlement avant cette journée, les membres de la résistance ont diffusé publiquement sur les médias sociaux tous les numéros de téléphone et adresses électroniques connus des députés qui soutenaient la modification, encourageant les citoyens à contacter directement ces députés pour leur faire part de leur opposition à la modification. Il n'était pas choquant pour une personne sur les médias sociaux (notamment WhatsApp) de recevoir le même message plus de deux fois par jour à l'approche du débat parlementaire sur la modification.

e) Stratégie en ligne : exploiter l'énergie de la jeunesse

3.11 La résistance a cherché à tirer parti de la tendance démographique du pays où, à l'époque, près de 70 % de la population totale avait moins de 30 ans. La majorité de ces jeunes Ougandais étaient sans emploi ou sous-employés et frustrés par une direction politique qu'ils percevaient comme plus âgée et déconnectée, notamment en ce qui concerne les défis auxquels est confrontée une jeune génération orientée vers la technologie. Pour faire appel à ce groupe démographique, la résistance s'est appuyée sur les nouveaux membres du Parlement, jeunes et audacieux, pour devenir le visage de la lutte au sein du Parlement. À cette fin, l'honorable Kyagulanyi Sentamu (alias Bobi Wine), l'honorable Zaake et l'honorable Ssewanyana Allan,

⁷⁴ Entretien avec le député de Butambala Muwanga Kivumbi, l'un des organisateurs des manifestations de la Semaine. À l'époque, l'honorable Muwanga était le ministre de l'opposition pour les Affaires intérieures.

⁷⁵Id.

⁷⁶Id.

tous âgés de moins de 40 ans, sont devenus les principaux leaders du mouvement, motivant les jeunes de tout le pays à s'engager dans le débat sur la modification. Il n'est donc pas surprenant que ces jeunes députés aient également été les plus ciblés par les forces de sécurité qui ont perçu à juste titre l'influence de ces leaders sur la génération des moins de 40 ans qui résistait à la modification.

f) Engagement avec le clergé

3.12 Alors que le mouvement de résistance prenait de l'ampleur, diverses communautés religieuses ont commencé à apparaître comme d'importants points de convergence pour les leaders de la résistance. Le groupe confessionnel le plus important à émerger était le Conseil interreligieux de l'Ouganda, qui a opté pour une méthode alternative pour s'engager dans le mouvement anti-modification. Il a imploré le président de soumettre la question de la modification au peuple dans le cadre d'un référendum national, précédé d'un dialogue national, afin de refléter la volonté du peuple. Dans l'un de leurs communiqués de presse, ils ont fait valoir que :

Le débat sur la suppression de la limite d'âge présidentielle n'est pas une question partisane qui doit être monopolisée par des politiciens et/ou des membres du Parlement... Les gens ont des opinions divergentes sur la question, d'où la nécessité d'écouter sobrement toutes les parties sans favoriser un côté et intimider l'autre.⁷⁷

3.13 Dans un pays où plus de 95% des citoyens sont soit chrétiens, soit musulmans, le soutien de ces communautés religieuses a ajouté un poids moral substantiel au mouvement de résistance. Le Conseil interreligieux de l'Ouganda s'est avéré particulièrement influent, reprochant aux services de sécurité leur brutalité à l'encontre des manifestants, les suppliant de "cesser de harceler une partie et d'en favoriser une autre (c'est-à-dire ceux qui sont pour la levée de la limite d'âge et ceux qui y sont opposés)".⁷⁸ Se moquant de manière voilée des idéaux démocratiques qu'il professe, le Conseil a appelé le président Yoweri Museveni à "faire preuve d'un véritable esprit d'État dans cette affaire", une déclaration qui aurait pu être interprétée de cent façons, mais qui avait toutes un fil conducteur : arrêter la modification.⁷⁹ La résistance a repris ce message et l'a diffusé de manière sarcastique, appelant le président et le NRM à "écouter les hommes de Dieu, s'ils ne pouvaient pas écouter les autres Ougandais pécheurs".⁸⁰

g) La résistance citoyenne à travers les protestations et les manifestations de rue

3.14 Le 21 septembre 2017, la police a interdit toutes les manifestations anti-modification dans le pays, affirmant disposer de renseignements selon lesquels les manifestations n'étaient qu'une couverture pour des émeutes prévues, la véritable intention des manifestants étant de

⁷⁷ Ismail Akwei, " Ugandan clergy wants referendum to decide presidential age limit ", Africanews, 23/09/2017, Accessible sur <https://www.africanews.com/2017/09/23/ugandan-clergy-wants-referendum-to-decide-presidential-age-limit/>.

⁷⁸ Id.

⁷⁹ Id.

⁸⁰ Entretien avec un membre de l'opposition parlementaire du FDC, 12th /Juin/2022, Kampala.

provoquer des violences et du désordre.⁸¹ La police a plutôt suggéré aux manifestants d'exprimer leur opinion dans des réunions contrôlées, en intérieur. L'interdiction n'a pas empêché l'éruption de manifestations dans d'autres parties du pays qui, le 26 septembre, s'étaient étendues à d'autres régions du pays, notamment aux districts de Mbale et de Kumi dans l'est de l'Ouganda, au district de Masaka dans le centre du pays, au district d'Arua situé dans le Nil occidental, aux districts de Lira et de Pader dans le nord de l'Ouganda et à certaines régions de l'ouest du pays.⁸² Ces protestations ont toutes été caractérisées par des manifestants et des protestataires de tous horizons tenant des pancartes et scandant divers slogans dénonçant le projet de suppression de la limite d'âge présidentielle. Dans certains cas, les manifestants ont brûlé de vieux pneus de voiture et bloqué des routes dans les centres commerciaux urbains, activités qui ont attiré la colère de la police qui a répondu par des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des balles réelles.⁸³ Patience Nitumwesiga, en tandem avec les récits recueillis par l'auteur auprès des personnes interrogées, fournit une reconstitution très vivante de ce qui s'est passé dans l'un des districts de Lira, qui sera ensuite reproduit en partie ou en totalité dans d'autres parties du pays.⁸⁴

Au petit matin du 21 septembre, neuf jeunes militants - tous âgés d'une vingtaine d'années - ont transporté un cercueil vers un poste de police de la ville de Lira, dans le nord du pays. Le cercueil était recouvert de posters du dictateur ougandais Yoweri Museveni et d'un certain nombre de ses alliés au gouvernement. Sur l'un des côtés du cercueil étaient inscrits les mots "Changez la constitution et enterrez l'Ouganda", en référence à une proposition de modification constitutionnelle qui supprimerait la limite d'âge présidentielle. À 6 h 30 du matin, lorsqu'ils sont arrivés à un grand carrefour, ils ont déposé le cercueil et y ont mis le feu. Lorsque le poste de police s'est animé pour commencer la journée, les manifestants étaient déjà partis. Ne sachant pas qui ils recherchaient, les agents se sont néanmoins lancés dans une chasse à l'homme pour les retrouver. Au cours des 12 heures qui ont suivi, les jeunes ont envahi rue après rue à Lira, scandant des slogans contre le changement constitutionnel, soulevant des pancartes et mettant même le feu à quelques pneus. Le petit groupe s'est rapidement transformé en une grande foule dans tous les coins de Lira. Les manifestants avaient des alliés partout, et dès que la police entreprenait d'arrêter une manifestation dans une rue donnée, quelqu'un appelait les manifestants et les informait. Ils se dispersaient rapidement et se réorganisaient à un autre endroit, et la police arrivait trop tard, ne trouvant personne à arrêter.

3.15 L'autre groupe de la résistance était le mouvement étudiant, principalement basé à l'université de Makerere, la plus ancienne université publique du pays, un foyer politique réputé qui s'oppose particulièrement aux excès du gouvernement. Les étudiants, avec leur pétition en main, ont bravé l'interdiction de la police et ont tenté d'entreprendre une procession vers le

⁸¹ The East African, " *One killed as Uganda bans protests over presidential age limit bill* ", 18 octobre 2017. Accessible à <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/one-killed-as-uganda-bans-protests-over-presidential-age-limit-bill--1375692>; The Independent, " *Uganda bans protests over presidential age limit bill* ", 18 octobre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.independent.co.ug/uganda-bans-protests-presidential-age-limit-bill/>

⁸² Les différents médias qui ont publié des reportages sur ces manifestations en ont fait un récit vivant. En voici quelques-uns : The Daily Monitor, " *Age limit protests spread to Mbale, Arua, Mbarara, Masaka and Pader* ", 26 septembre 2017 - mis à jour le 14 janvier 2021. Accessible à l'adresse <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/age-limit-protests-spread-to-mbale-arua-mbarara-masaka-and-pader--1719844>

⁸³ Id.

⁸⁴ Patience Nitumwesiga, " *Uganda Rises Up in Unprecedented Opposition to 31-Year Dictator* ", Toward Freedom, 27 novembre 2017. Accessible à l'adresse <https://towardfreedom.org/global-news-and-analysis-global-news-and-analysis/uganda-rises-up-in-unprecedented-opposition-to-31-year-dictator/>

Parlement pour la remettre au président.⁸⁵ Ils ont été stoppés dans leur élan par une volée impitoyable de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et d'arrestations policières, perturbant ainsi l'ensemble du mouvement étudiant. Mais le message avait été fait que les étudiants - âgés en moyenne de 23 ans - étaient fermement anti-modification.

b) Se tourner vers les tribunaux : Entre légitimité et résistance

3.16 La résistance a anticipé la possibilité que la modification soit adoptée, en raison de la domination évidente du NRM au Parlement, et a donc décidé d'élaborer un plan B. La prochaine arène de la résistance est devenue la Cour constitutionnelle, où les leaders de la résistance allaient contester la loi nouvellement promulguée. Bien entendu, les appréhensions et la méfiance à l'égard des tribunaux ougandais étaient répandues parmi les députés de l'opposition et, plus tard, au sein de la population locale, en raison de l'influence subtile que le président avait exercée sur les magistrats qu'il avait personnellement nommés. Cela a conduit à un débat interne au sein de la direction du mouvement sur la faisabilité d'une contestation judiciaire.⁸⁶

3.17 Trois raisons ont été avancées en faveur d'une contestation judiciaire. Premièrement, si le tribunal devait rejeter la modification pour des raisons juridiques, il fallait le pousser à le faire en lui soumettant officiellement un cas.⁸⁷ Deuxièmement, il y a eu un consensus sur le fait que l'histoire doit retenir que la résistance est allée jusqu'au dernier moyen légal connu de protester pour protéger la constitution - c'est-à-dire la Cour.⁸⁸ Troisièmement, il était nécessaire d'exploiter les avantages potentiels et les fruits à portée de main qui découleraient de la Cour. Le raisonnement était que, même si la Cour confirmait la modification, d'autres avantages juridiques pourraient résulter de l'affaire et renforcer la trajectoire générale de la démocratisation dans le pays, comme la dénonciation de la nature partisane de l'armée et de la police.⁸⁹ Quatrièmement, il était nécessaire de tester le niveau d'indépendance, d'impartialité et d'esprit de décision de la Cour dans le traitement des questions nationales clés qui façonnent son processus de démocratisation, sans crainte ni faveur de la part de l'exécutif.⁹⁰ Les conclusions de cette étude permettraient d'élaborer des stratégies pour les futures luttes pour la démocratisation. En conséquence, un recours a été déposé et a finalement donné lieu à certaines victoires. Bien que la modification relative à la limite d'âge n'ait pas été déclarée inconstitutionnelle, la Cour a rejeté un amendement qui visait à prolonger le mandat

⁸⁵ The Daily Monitor, " *Student shot over anti-age limit protests* ", jeudi 21 septembre 2017 - mis à jour le 14 janvier 2021. Accessible à l'adresse <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/student-shot-over-anti-age-limit-protests-1719140>

⁸⁶ Interview du répondant avec l'un des principaux avocats des partis d'opposition qui ont mené le défi juridique, 21 juin 2022, Kampala.

⁸⁷ Id.

⁸⁸ Id.

⁸⁹ Id.

⁹⁰ Id.

parlementaire de cinq à sept ans, un acte qui, selon la Cour, témoignait d'une avidité de la part des membres du Parlement.⁹¹

IV. MESURER LE SUCCÈS DU MOUVEMENT

4.1 Même si la résistance n'a finalement pas réussi à empêcher l'adoption de la modification sur la limite d'âge, le mouvement a franchi un certain nombre d'étapes importantes. Premièrement, il a pu montrer toute l'étendue de la militarisation de la politique en Ouganda, ainsi que la présence et l'influence très étendues de l'armée sur la gouvernance du pays. Le passage à tabac des députés devant les caméras et le déploiement massif de l'armée à l'intérieur et autour du Parlement ont clairement démontré l'étendue de l'influence de l'armée, permettant aux citoyens d'apprécier et de comprendre la centralité de l'institution militaire dans l'exercice de la mauvaise gouvernance en Ouganda.

4.2 Deuxièmement, la résistance a clairement montré qu'une majorité d'Ougandais s'oppose aux changements constitutionnels qui permettraient au président Museveni et au parti NRM de rester au pouvoir indéfiniment. La résistance a effectivement mis à nu la crise de légitimité à laquelle sont confrontés le président et le parti NRM après avoir dirigé le pays pendant plus de trois décennies. Elle a renouvelé l'éthique nationale sur la transition pacifique du pouvoir, un discours qui perdure dans le pays à ce jour.

4.3 La résistance a éveillé une conscience nationale qui était restée en suspens dans la politique ougandaise. Ce même réveil de la population explique en partie l'émergence et le dynamisme du People Power Movement (PPM), qui emprunte largement au mouvement de résistance du ruban rouge de la modification. Le PPM, bien que largement confiné dans le centre de l'Ouganda, est apparu comme le principal bloc d'opposition à M. Museveni lors des élections générales de 2021, sous la direction de l'honorable Kyagulanyi Sentamu, qui comptait parmi les défenseurs les plus virulents de la *résistance Togikwatako* au sein du Parlement. Le PPM a donné naissance à la Plateforme d'unité nationale, qui est aujourd'hui le plus grand parti d'opposition au Parlement après les élections de 2021. Il est difficile de dissocier le dynamisme des élections générales de 2021 en Ouganda et l'implication massive des jeunes de la résistance anti-amendement.⁹²

4.4 Dans le même ordre d'idées, la majorité des politiciens ougandais s'accordent à dire que le réveil susmentionné de la population, en particulier des jeunes, est à l'origine des schémas de vote choquants des députés lors des élections générales de 2021 qui viennent de s'achever. Selon l'analyse du Daily Monitor, un média réputé, plus de la moitié des députés qui ont voté

⁹¹ Male Mabirizi & ors v Attorney General (Constitutional Appeal 2 of 2018) [2019] UGSC 6 (18 avril 2019) devant la Cour suprême de l'Ouganda et Male Mabirizi & Ors v Attorney General () [2018] UGCC 4 (26 juillet 2018)- devant la Cour constitutionnelle de l'Ouganda. Pour un résumé des conclusions de la Cour, voir CEPIL, *Un résumé de l'affaire de la limite d'âge : Mabirizi Kivanuka & Other V Attorney General-Constitutional Appeal No.02 Of 2018* ", accessible à l'adresse <https://cepiluganda.org/news-blog/a-summary-of-the-age-limit-case-mabirizi-kivanuka-other-v-attorney-general/> ; voir également Donald Kiirya, " *How the age limit ruling was delivered* ", The New Vision, 26 juillet 2018. Accessible à l'adresse <https://www.newvision.co.ug/news/1482091/age-limit-eyes-mbale>

⁹² Entretien avec l'un des fondateurs du PPM, actuellement député de l'opposition sous le NUP, 21 juin 2022.

pour la suppression de la limite d'âge présidentielle dans la Constitution le 20 décembre 2017 ont perdu les élections.⁹³ Ils affirment que, sur les 433 députés élus, 379 ont voté sur la motion controversée et qu'au moins 169 d'entre eux ont perdu leur siège, ce qui est en partie attribuable à l'éveil des habitudes de vote des gens.

4.5 La résistance a révélé la "marque, la nature et le modèle" du parti politique NRM, une entité achetée et maintenue par des incitations financières, le conformisme et la peur des opinions divergentes, avec peu ou presque aucune allégeance à une idéologie unificatrice.⁹⁴ Cette révélation à elle seule est puissante pour les partis politiques d'opposition en Ouganda, qui ont identifié des stratégies nouvelles, mais efficaces, à utiliser contre le NRM dans leur lutte pour le pouvoir.

V. RISQUES DE SÉCURITÉ POUR LA RÉSISTANCE ET MESURES D'ATTÉNUATION

5.1 La résistance ouverte aux efforts du président Museveni pour abroger la limite d'âge n'a jamais été sans risque implicite. En effet, alors même que la résistance se mettait en place, l'Ouganda continuait à appliquer un cadre politique et juridique très oppressif, complété par des institutions aux ordres - à savoir la police et l'armée - pour faire respecter ce cadre juridique. Ces lois visaient à restreindre l'espace civique en général, mais plus particulièrement la liberté de réunion, d'association et d'expression. Il s'agit de lois telles que la loi sur les organisations non gouvernementales, la loi sur la gestion de l'ordre public et la loi sur la police, entre autres. Ci-dessous, nous examinons comment certaines de ces institutions juridiques et policières ont polarisé l'environnement politique et civique et ont fait en sorte que la mobilisation de la résistance représente un risque important pour la sécurité et la sûreté, et comment la résistance a atténué ces défis.

a) Étouffement de la solidarité des OSC : Déploiement des cadres juridiques de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent

5.2 Pour contrer la résistance, l'État a déclenché des tactiques inter-institutions bien chorégraphiées visant tous les piliers de la résistance. Bien que ces tactiques aient un fondement juridique, elles ont été perçues par beaucoup comme un abus de pouvoir. L'État a accru son recours au harcèlement administratif pour cibler les ONG qui soutenaient ou étaient perçues comme soutenant la résistance. Mettant ce harcèlement en action, le 11 octobre 2017, le ministère des Affaires intérieures, agissant par l'intermédiaire du Bureau des ONG en vertu du règlement 17 du Règlement sur les ONG de 2017, a ordonné à 27 ONG de soumettre des "informations financières" spécifiques au Bureau des ONG dans un délai d'une semaine. Le Bureau des ONG voulait des informations comprenant des relevés bancaires sur trois ans, les sources de fonds de 2014 à 2016 détaillant les activités auxquelles les fonds ont été consacrés,

⁹³ Voir The Monitor, " La moitié des députés qui ont soutenu le projet de loi sur la limite d'âge perdent leur siège ", 25 janvier 2021. Accessible à l'adresse <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/half-of-mps-who-backed-age-limit-bill-lose-seats-3268652>

⁹⁴ Id.

tous les numéros de comptes bancaires et les listes de tous les membres des structures de gouvernance de l'organisation, y compris les directeurs et les directeurs exécutifs. Les organisations ciblées comprenaient celles qui étaient opérationnelles dans le domaine des droits de l'homme, de l'État de droit et de la gouvernance générale, une sphère qui était presque devenue une zone interdite aux opérations des ONG. Il s'agissait notamment de la Citizens Coalition for Electoral Democracy in Uganda (CCEDU) et du Great Lakes Institute for Strategic Studies (GLISS).

5.3 Pour briser la résistance personnelle, l'État a mis l'accent sur le harcèlement individuel des dirigeants d'OSC, les convoquant à plusieurs reprises au bureau de police (la Direction des enquêtes criminelles (CID)) pour soi-disant enregistrer des déclarations sur leurs activités subversives. Par exemple, le 4 octobre 2017, M. Arthur Larok, alors directeur pays pour Action Aid Uganda (AAU), et M. Bruno Semaganda, alors responsable des finances à AAU, ont été convoqués pour être interrogés par la police le 6 octobre 2017, puis le 10 octobre 2017. Fait intéressant mais non surprenant, ils n'ont été accusés d'aucune infraction. Cette surveillance sur les ONG a effectivement affecté la résistance dans son ensemble, car certaines entités ont choisi de ralentir ou d'annuler leur participation au mouvement de résistance pour assurer leur survie face à la surveillance et au harcèlement de l'État.

b) Paralysie financière des OSC : gel des comptes bancaires

5.4 L'autre institution déployée pour contrer la résistance des OSC organisées a été la Financial Intelligence Authority et la Bank of Uganda, deux entités clés utilisées pour déstabiliser les OSC en gelant leurs comptes bancaires, en délégitimant leur travail et en les désignant comme financeurs d'activités illégales. Les deux organisations ont ciblé toutes les organisations qui avaient expressément pris part à la campagne anti-modification, y compris l'AUA et GLISS. Par conséquent, le 13 octobre 2017, la Banque d'Ouganda a ordonné le gel des cinq comptes détenus par l'AUA. La police a déclaré que ces derniers faisaient l'objet d'une enquête pour "conspiration en vue de commettre un crime" et "blanchiment d'argent", les accusant en outre de sabotage et d'engagement dans la criminalité.

5.5 Pour accabler davantage les ONG de résistance, le 20 septembre 2017, la police ougandaise a fait une descente dans les locaux de l'AUA et de GLISS ainsi que dans la maison de l'un de leurs directeurs, M. Godber Tumushabe. Dans chaque cas, les locaux ont été bouclés et traités comme des scènes de crime, les forces de sécurité accusant les organisations et les individus de se livrer à des "transferts illicites de fonds pour financer des activités illégales". Les employés ont été retenus dans ces locaux pendant des heures et leurs téléphones ont été confisqués. Même assiégées et ayant beaucoup à perdre, les OSC sont restées fermes. Après le siège de GLISS et de l'AUA, ces organisations ont publié une déclaration affirmant leur solidarité et leur détermination, affirmant que :

Nous souhaitons rappeler au (président) Museveni et à tous les acteurs gouvernementaux qui soutiennent la levée de la limite d'âge présidentielle qu'il est [traître] d'essayer de renverser la Constitution, comme le stipule l'article 3 de la Constitution de 1995 de la République d'Ouganda, et qu'en tant que tel, il est punissable par la loi".

c) Etouffer les assemblées : L'utilisation du cadre juridique de la gestion de l'ordre public

5.6 Avec la loi sur la gestion de l'ordre public (POMA), la police et les autres agences de sécurité ont trouvé un outil très pratique et redoutable qu'elles ont déployé dans tout le pays pour écraser tous les rassemblements et campagnes prévus par la résistance. En outre, la *disposition* controversée de la loi *relative à l'arrestation préventive* a permis à la police d'arrêter des personnes soupçonnées d'avoir commis un crime et de les détenir pour une durée indéterminée, à sa discrétion. Cette tactique a été utilisée contre Kizza Besigye, membre du FDC, et d'autres députés qui ont été détenus à leur domicile, ce qui a démobilisé davantage le mouvement. L'autre exemple s'est produit le 21 septembre 2017 lorsque l'armée et la police ont empêché plusieurs dirigeants politiques de quitter leur domicile, notamment le maire de la ville de Kampala, Erias Lukwago, une figure populaire de la résistance. Il a été arrêté à son domicile de Wakaliga, dans le district de Rubaga à Kampala. Le maire et d'autres politiciens de l'autorité du conseil municipal de Kampala avaient organisé une procession qui devait se dérouler du siège de l'hôtel de ville jusqu'à la Place constitutionnelle, une ceinture verte au milieu de la capitale qui était historiquement une plateforme d'expression du mécontentement. Cette procession faisait partie de leur campagne "*Togikwatako Drive*".

5.7 Avec la mise en œuvre de ces lois, la résistance s'est trouvée submergée par les arrestations de ses membres, rendant insuffisante la stratégie de réponse rapide qu'elle avait prévue pour l'aide juridique en cas d'arrestation. Ainsi, les manifestations organisées dans les différentes régions du pays ont été entravées par les arrestations répétées de dirigeants de la résistance, détenus et accusés d'incitation à la violence en vertu de la loi sur le code pénal, tandis que d'autres étaient accusés de rassemblement illégal. Si des efforts ont été entrepris pour offrir une représentation juridique bénévole aux personnes arrêtées, ils n'ont pas été bien pensés, s'appuyant largement sur des avocats de bonne volonté et donc à l'engagement limité. Cette menace d'arrestation a paralysé le mouvement d'une certaine manière, car les militants craignaient d'être arrêtés et détenus sans recours juridique immédiat, d'où un facteur de démotivation.

d) Contrôler les ondes : l'émergence de la Commission des communications de l'Ouganda (UCC)

5.8 L'État a utilisé deux outils spécifiques pour occulter la participation du public aux débats parlementaires sur la modification, par crainte que la participation du public n'inspire des manifestations. Le premier a été le recours à la Commission des communications de l'Ouganda (UCC), principale autorité de régulation des communications en Ouganda, et le second a consisté à empêcher les médias de fournir une couverture en direct des manifestations qui se propageaient. Au plus fort de la résistance au Parlement contre le projet de loi, l'UCC est entrée en action, lançant un avertissement sévère aux stations de radio et de télévision pour qu'elles renoncent à diffuser des contenus en direct qui, selon elles, "encouragent une culture de la violence parmi le public". Toute diffusion jugée contraire à la directive émise était passible de suspension ou de révocation de leur licence de diffusion. Cette action a effectivement réduit l'accès à l'information sur le sujet, un catalyseur nécessaire au discours public.

5.9 Renforçant encore l'interdiction de la couverture en direct, les forces de sécurité ont commencé à employer une stratégie délibérée consistant à cibler les journalistes qui couvraient et relayaient les informations sur les manifestations auprès de la population. De nombreux journalistes ont été arrêtés dans l'exercice de leurs fonctions, placés en détention et relâchés sans inculpation.⁹⁵ Certains ont été harcelés et agressés physiquement afin de les empêcher d'accéder aux sites d'information où se déroulaient les manifestations anti-modification.⁹⁶ Les outils de travail des journalistes, notamment les caméras, les supports et les téléphones, ont parfois été confisqués par les agents de sécurité. En voici quelques exemples : Le 13 septembre dans le district d'Entebbe-Wakiso où les politiciens de l'opposition avaient organisé un rassemblement anti-modification qui a été dispersé à l'aide de gaz lacrymogènes⁹⁷ ; le 20 septembre lors des manifestations de jeunes et de la conférence de presse contre la modification ;⁹⁸ et les manifestations du 26 septembre.⁹⁹

e) La militarisation comme barrage à la Résistance

5.10 La Résistance a également été dépassée par la militarisation envahissante du processus de modification constitutionnelle. Alors que les dirigeants de la résistance et les députés de l'opposition avaient prévu que les agences de sécurité (dirigées à l'époque par un général militaire, Kayihura, qui était déployé dans la police en tant qu'inspecteur général) joueraient un rôle essentiel dans la lutte contre les efforts de résistance des protestataires utilisant le POMA, ils ne s'attendaient pas à ce que l'État déploie l'armée, et plus particulièrement le Commandement des forces spéciales (SFC), une unité d'élite de l'UPDF. Les leaders de la résistance n'avaient aucun plan pour combattre la puissance de l'armée. De manière choquante, ils ne s'attendaient même pas à ce qu'elle soit présente au Parlement, où elle est apparue en totale violation de la loi, qui interdit aux étrangers d'entrer dans les chambres du Parlement.

5.11 Le caractère impitoyable de l'armée et du SFC a été choquant, mais pas entièrement surprenant. Avec le recul, il apparaît que le Président, s'inspirant de l'histoire, avait prévu qu'un tel moment viendrait où il pourrait s'appuyer sur l'armée pour modifier la Constitution. Si ce moment arrivait, il devait être sûr de savoir qui commandait les militaires aux différents niveaux. C'est pourquoi, au cours des cinq années précédant la modification, il a purgé l'armée de tous les hauts fonctionnaires qui avaient de la crédibilité, des liens et du pouvoir d'expression, y compris beaucoup de ceux qui avaient pris part à la guerre de libération avec lui. Ainsi, lorsqu'il a fallu recourir à la force coercitive de l'armée, le président était sûr de sa

⁹⁵ Entretien avec le responsable d'un réseau de défense des droits de l'homme opérationnel dans la protection des droits des journalistes, 10th /Juin/2022, Kampala.

⁹⁶ Id.

⁹⁷ Parmi les journalistes touchés figurent Ssebalamu Kigongo de la chaîne de télévision Bukedde TV, une entité gouvernementale, et Sande Ssebagala de NBS TV, une entité privée, dont la caméra a été confisquée et la chemise déchirée.

⁹⁸ Cinq journalistes ont été arrêtés et placés en détention, puis libérés sans inculpation. Il s'agissait d'Akatuhurira Nelson et Livingstone Matovu de B24 TV, de Bulegeya Ronnie de Dream Television, de Kyambadde Lawrence de Salt Media et de Titus Jjemba de BBS TV.

⁹⁹ Quatre journalistes ont été arrêtés, dont Denis Engena de NBSTV, le journaliste indépendant Martin Ongom, Robert Kalibongo et Isaac Otwi, un journaliste indépendant du Daily Monitor.

loyauté, car l'armée était désormais commandée par un personnel d'une quarantaine d'années qui n'avait aucun lien avec les récits de la libération et de la guerre, mais plutôt une allégeance au président à titre individuel. Plus précisément, l'unité d'élite et bien équipée des forces spéciales de l'armée était commandée par le propre fils du président, le général Muhoozi Kinerugaba. C'est cette unité qui a été déployée dans les chambres du Parlement pour forcer la modification sous son œil vigilant.

5.12 Cette stratégie a peut-être été inspirée par les dissensions internes antérieures dans les rangs de l'armée, qui ont eu lieu en 2005 lorsque le Parlement a modifié la clause de limitation des mandats dans la Constitution, limitant le président à deux mandats de cinq ans chacun. À l'époque, certains membres du haut commandement militaire s'étaient séparés du président pour protester contre ce qu'ils appelaient une trahison de l'agenda de la libération. Il s'agissait d'officiers militaires et de politiciens de haut rang, d'amis personnels du président, dont l'ancien premier ministre et cofondateur du NRM, Eriya Kategaya, l'ancien ministre adjoint de la défense, Amanywa Mushega, et Mugisha Muntu, le plus jeune commandant de l'armée ougandaise, qui rejoindra plus tard le colonel Rtd. Kizza Besigye dans le parti Forum pour le changement démocratique (FDC). D'autres, dont l'ancien coordinateur des services de renseignement nationaux, le général David Sejusa, se sont rebellés et ont fait l'objet de ce que beaucoup ont perçu comme une chasse aux sorcières par l'État, y compris des menaces de cour martiale. La majorité de ces militaires ont été mis à la retraite à la veille de la modification de 2017, et la résistance potentielle dans l'armée n'existait plus.

5.13 Alors que le mouvement de résistance avait envisagé une confrontation verbale au Parlement, et avait conçu des stratégies de " *walk-aways* " et de rester dans les chambres du Parlement tout en perturbant les procédures de débat sur le projet de loi, ils n'avaient pas prévu une confrontation physique, en particulier avec le SFC. Ainsi, la confrontation qui a eu lieu le 27 septembre 2017 a pris de nombreux députés et leaders de la résistance au dépourvu. Certains députés, dont Mme Betty Bakireke Namboozé de la municipalité de Mukono et Francis Zaake de la municipalité de Miyana dans le centre de l'Ouganda, ont subi des blessures potentiellement mortelles qui perdurent à ce jour.¹⁰⁰

¹⁰⁰ Voir Baker Batte Lule, " *MPs Zaake, Namboozé : How we were beaten* ", The Observer, 4 octobre 2017. Accessible à <https://observer.ug/news/headlines/55247-mps-zaake-namboozé-how-we-were-beaten> [Consulté le 11 juin 2022] Dans ce document, les deux députés racontent les événements du 27 septembre 2017, lorsqu'ils ont été agressés par les agents de sécurité du groupe d'élite des forces spéciales alors qu'ils protestaient contre l'adoption de la motion de dépôt du projet de loi pendant le débat parlementaire. Namboozé a insisté sur le fait que : "Toutes les caméras étaient à l'intérieur et se concentraient sur les combattants, c'est alors qu'ils m'ont traîné au sous-sol où ils m'ont maintenu dans le style kandoya [mains attachées dans le dos]. Quelqu'un a mis sa jambe sur mon ventre. Ils ne m'ont jamais giflé ou boxé, mais c'étaient de vrais tueurs qui savaient quelle partie du corps toucher et envoyer la douleur partout". Pour sa part, l'honorable Zaake, âgé de 26 ans seulement à l'époque, a été frappé par le député de l'UPDF et ministre des Travaux publics, le général Edward Katumba Wamala, au cours de la mêlée retransmise en direct à la télévision nationale : "C'était désagréable mais je ne le regrette pas car je me battais pour défendre la constitution de l'Ouganda afin qu'elle ne soit pas dégradée et violée. Si j'en avais l'occasion, je le referais". Les deux personnes ont ensuite été transportées par avion en Inde pour y recevoir un traitement spécialisé.

VI . ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA RÉSISTANCE 'TOGIKWATAKO

- a) Pour les pays où le pouvoir exécutif est limité à deux niveaux (par exemple, limite de mandat et limite d'âge), il est essentiel que la résistance à la première tentative soit solide et réussie. L'expérience de l'Ouganda montre qu'une fois que la première modification est entreprise, le bénéficiaire est souvent encouragé à tenter la deuxième modification, ce qui augmente la probabilité que cela devienne une question de "quand" et non de "si".
- b) Il est nécessaire d'établir une stratégie juridique à deux niveaux dans un tel mouvement de résistance. La réalité est que les manifestations de rue continueront probablement à entraîner l'arrestation et la détention de militants, quel que soit le succès ou l'absence de succès du mouvement. Une équipe juridique d'intervention rapide devrait être créée et facilitée à l'avance pour offrir des services juridiques gratuits aux victimes. En Ouganda, bien que cette équipe ait existé par le biais d'ONG et de certains avocats des partis politiques, elle n'était pas bien établie, coordonnée, soutenue ou suffisamment solide.
- c) L'autre aspect de la résistance - au niveau du tribunal - souligne la nécessité d'une coordination entre les différentes forces de changement qui pourraient vouloir déposer des pétitions contre la modification - s'il est finalement adopté. Dans le cas de l'Ouganda, la résistance au niveau du tribunal était également un indicateur de l'étendue de la collaboration qui avait existé dans la résistance. Cela s'est manifesté par le nombre non coordonné de pétitions contestant la modification qui ont été déposées auprès de la Cour constitutionnelle. Ces pétitions, qui ont été consolidées par la suite, comprenaient des pétitions émanant de députés de l'opposition et de l'Uganda Law Society, qui est l'organe de coordination des avocats en Ouganda et des groupes de la société civile.
- d) La réussite est contextuelle et doit être évaluée en fonction de plusieurs facteurs, notamment la configuration politique du pays, la conscience des masses et la solidité du mouvement. Un mouvement réussi ne devrait jamais être défini par des "étrangers", car ce qui peut sembler être une perte à première vue peut en réalité être une étape progressive dans une lutte prolongée pour la démocratisation.
- e) Une idéologie unificatrice est plus grande et a plus d'impact que le plus grand nombre d'individus sans direction. Cette résistance en Ouganda a sans doute été l'une des premières protestations et manifestations non partisans contre le pouvoir de l'État dans l'histoire, et a été galvanisée par une idéologie dépassant toutes les sections du public, y compris les chefs religieux et les organisations non gouvernementales. Il peut être plus facile pour les gens de se joindre à une lutte idéologique qu'à des opinions narratives individuelles.